



HAL
open science

Emmanuel Macron et l'Amazonie : communiquer sur un espace vivant, en danger et inter-étatique

Emmanuelle Jolivet

► To cite this version:

Emmanuelle Jolivet. Emmanuel Macron et l'Amazonie : communiquer sur un espace vivant, en danger et inter-étatique. Sciences de l'information et de la communication. 2020. dumas-03270835

HAL Id: dumas-03270835

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-03270835>

Submitted on 25 Jun 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

Mémoire de Master 2

Mention : Information et communication

Spécialité : Communication Entreprises et institutions

Option : Entreprises, institutions et corporate

Emmanuel Macron et l'Amazonie

Communiquer sur un espace vivant, en danger et inter-étatique

Responsable de la mention information et communication
Professeure Karine Berthelot-Guiet

Tuteur universitaire : Johanna Cappi

Nom, prénom : Emmanuelle Jolivet

Promotion : 2019-2020

Soutenu le : 09/11/2020

Mention du mémoire : Bien

Résumé

Ce mémoire propose des pistes de réflexions quant aux motivations d'Emmanuel Macron à communiquer sur la forêt amazonienne au cours de la fin d'été 2019 et seulement à cette date. Nous interrogeons les raisons d'un élan discursif protecteur envers l'un des poumons de la planète, ainsi que les moyens et les usages de leur manifestation dans la communication du président de la République. Notre étude entend analyser l'implication d'un président européen présent sur le territoire amazonien par le biais de la Guyane, lorsque ce « bien commun de l'humanité », essentiel à la vie sur terre, est menacé. Notre mémoire s'attache également à éclairer la communication présidentielle à propos d'un territoire du vivant qui ne connaît pas de frontières et qui ne dispose pas d'un statut juridique propre dans son ensemble.

Mots-clés : Amazonie / Emmanuel Macron / Communication / Vivant / Inter-étatique / Guyane / Greenpeace

Remerciements

Merci à ma famille pour son soutien, tout particulièrement merci à ma mère pour ses encouragements et son tempérament insatiablement zen. Merci à mon chou.

Je remercie mes tutrices Madame Cappi et Madame Joubert. Merci tout particulièrement à Madame Cappi pour ses conseils, sa motivation et son enthousiasme pour mon sujet. Merci également à Madame Charbonneaux pour sa disponibilité, ses enseignements et sa passion pour l'enseignement.

Merci à Wenhua et Yanawit pour cette belle amitié, pour nos échanges et nos soutiens respectifs au cours de cette belle année celsienne malgré les grèves et le confinement.

Enfin merci à l'Université de Guyane, à Madame Harpin et Madame Palisse, pour m'avoir appris beaucoup lors de la rédaction de mon premier mémoire et qui m'a énormément servi pour la rédaction de ce second mémoire.

Sommaire

Résumé	2
Remerciements	3
Sommaire	4
Introduction	6
I. Une communication de circonstance	22
A. Crédibilité, légitimité et forme du discours	22
1. Présentation des supports de communication	22
2. Un contexte favorable à la prise de parole d'Emmanuel Macron sur l'Amazonie	33
3. Un discours pédagogique et scientifique	36
B. Emmanuel Macron comme « sauveur de l'Amazonie »	37
1. L'omniprésence sur le sujet amazonien	37
2. La protection de la forêt pour le climat	39
3. L'opposition à Jair Bolsonaro	42
II. Une communication internationale pour un espace inter-étatique	44
A. Vers une internationalisation du poumon vert ?	44

B. La communication d'une vision développementaliste	51
III. La communication des autres acteurs	58
A. Pouvoirs locaux et ministères : les échos à la communication du président de la république	59
1. Une communication macronienne	59
2. Les réseaux sociaux	62
B. La communication des associations	64
1. L'organisation de la campagne	65
2. La communication d'Emmanuel Macron : cible de la campagne de Greenpeace France	67
Conclusion	73
Bibliographie	79
Annexes	85

Introduction

L'été 2019 a mis en lumière la déforestation intensive en milieu amazonien au Brésil et marqué une nouvelle étape dans la prise de conscience écologique. Les feux de forêts dont la fumée a plongé Sao Paulo dans le noir pendant une heure ont indigné le monde. Par rapport à 2018, ils avaient augmenté de 84% à la même période. Le nombre de foyers d'incendie était passé de 22 000 à 41 000 en 2019¹.

Avec la crise de la Covid-19, la sécheresse et l'inaction gouvernementale brésilienne et selon un rapport de Greenpeace², l'été 2020 est malheureusement plus catastrophique. Au cours des dix premiers jours du mois d'août, plus de 10 000 incendies ont été détectés en Amazonie, une augmentation de 17 % par rapport à 2019³. Pourtant, la destruction du poumon vert de la planète n'a pas autant été médiatisée en 2020.

Le 22 août 2019, les Nations-Unies et Emmanuel Macron avaient en effet vivement interpellé Jair Bolsonaro, le président du Brésil. Les feux de forêts en Amazonie étaient alors devenus une crise internationale. Le président d'extrême droite n'avait pas apprécié les alertes de son homologue français l'accusant d'avoir une « mentalité colonialiste », après que ce dernier avait donné rendez-vous aux membres du G7 à Biarritz, pour « parler de l'urgence » de la situation.

¹ Pujade O. (2020, 21 septembre). Amazonie : l'urgence n'est plus d'actualité. *France Culture*. Repéré à : <https://www.franceculture.fr/environnement/amazonie-lurgence-nest-plus-dactualite?fbclid=IwAR0oytkE7JPNAgsgyqGn5DZSdE5zunMmT1pJ6POogtdbb0pTnNSNV6PVIJk>.

² <https://www.greenpeace.fr/espace-presse/feux-en-amazonie-greenpeace-publie-des-images-dincendies-illegaux-et-appelle-le-gouvernement-francais-a-agir-face-a-lurgence-ecologique/>.

³ Taouchanov L. (2020, 16 août). Un été record pour les incendies en Amazonie. *Europe 1*. Repéré à : <https://www.europe1.fr/international/un-ete-record-pour-les-incendies-en-amazonie-3986027>.

S'imposant comme le porte-parole européen de la protection de la forêt amazonienne, Emmanuel Macron tweetait pour la première fois le 22 août 2019 sur le sujet. Cette date marque une forte communication du président de la République pendant plusieurs semaines sur l'Amazonie, inexistante auparavant. Ce mémoire vise à étudier depuis l'été 2019 cette communication présidentielle sur la forêt amazonienne : espace vivant, en danger et inter-étatique.

Avant de développer les objectifs de ce mémoire et sa démarche, il convient de rappeler certains éléments de contexte qui lie la France à l'Amazonie, nous parlerons de la Guyane. Puis nous décrivons la forêt amazonienne et les rapports que les Hommes entretiennent avec elle, ainsi que l'histoire de son exploitation et l'état actuel de sa déforestation. Nous rappellerons également les éléments diplomatiques et médiatiques qui se sont déroulés au cours de cet été 2019 et qui ont notamment opposé le président brésilien au président français.

La forêt amazonienne en France : la Guyane

La Guyane française est l'unique territoire européen en Amazonie. Il s'agit d'une collectivité territoriale de 270 000 habitants essentiellement concentrés sur le littoral dont le président est actuellement Rodolphe Alexandre. La Guyane est un territoire composé à 90% de forêt amazonienne, ce qui représente huit millions d'hectares, soit 1,5% de l'ensemble de la forêt amazonienne. 34 000 km² de cette forêt constitue le Parc amazonien de Guyane, l'un des dix parcs nationaux de France. Créé en 2007, il intègre les communes de Camopi, Saül, Maripa-Sou-la, Papaïchton et Saint-Elie. Il a pour vocation de préserver un massif forestier abritant une biodiversité exceptionnelle. Il préserve et valorise la richesse des patrimoines culturels des populations amérindiennes, bushinengue, créoles... qui vivent sur le territoire⁴.



Situation de la Guyane en Amazonie

Si la Guyane n'est pas touchée par les feux de forêt, il ne s'agit pas moins d'une région dont la biodiversité est en danger. Le développement urbain rapide, l'ex-

⁴ Le Parc amazonien de Guyane. *Un parc national de caractère*. Repéré à : <http://www.parc-amazonien-guyane.fr/fr/le-parc-amazonien-de-guyane/un-parc-national-de-caractere>.

exploitation mal contrôlée des ressources marines et l'exploitation aurifère menacent grandement la forêt amazonienne guyanaise⁵. L'orpaillage est pratiqué de manière légale par des sociétés minières internationales, des petites et moyennes entreprises locales. En 2014 une quarantaine d'entreprises se partageaient la filière aurifère légale en Guyane : une trentaine de très petites entreprises, une dizaine de petites et moyennes entreprises et les multinationales : Newmont (Etats-Unis), Barrick (Canada), Reunion Gold (Canada), Nordgold (Russie), Columbus gold (Canada) et IAMGOLD (Canada). Fortement contestés, trois projets de mines industrielles ont vu le jour en Guyane dont deux ont été annulés. Le premier, le projet Cambior, avait été rejeté en 2008 par le président de la République Nicolas Sarkozy. Ce projet était situé sur la concession minière de Camp Caïman sur la commune de Roura, dans une zone rurale sur le flanc sud de la Montagne de Kaw. C'est dans un contexte de projet de création de parc national, le futur Parc amazonien de Guyane, que la société Cambior devenue IAMGOLD après fusion avec celle-ci, dépose ce projet de méga-mine à ciel ouvert. Le deuxième, la Montagne d'Or, a été abandonné en juin 2019. Emmanuel Macron estimait qu'il était incompatible avec les ambitions écologiques que la France s'est fixé. En 2015, alors ministre de l'économie, il avait pourtant affiché son soutien à cette mine industrielle. Ainsi, ce projet très médiatisé prévoyait le déboisement de 1513 hectares dont une part de forêt primaire. Le site était au moins peuplé par 2000 espèces végétales et animales dont 127 inventoriées étaient protégées⁶. Selon la compagnie minière responsable de l'exploitation, l'extraction de l'or aurait nécessité des milliers de tonnes d'explosifs et de cyanure et 195 millions de litres de fuel durant les 12 années de vie du projet. Enfin, le troisième projet a vu le jour un an après l'abandon du projet Montagne d'or. Tout aussi contesté par les défenseurs de l'environnement et les peuples autochtones, il se nomme le projet Espérance.

La Guyane est aussi victime de l'orpaillage illégal. La présence d'or en fait un territoire de prédilection pour les chercheurs d'or illégaux, appelés « garimpeiros »

⁵ WWF. *Guyane*. Repéré à : <https://www.wwf.fr/espaces-prioritaires/guyane>.

⁶ WWF. *Nouvelle chance de stopper la Montagne d'or*. Repéré à : <https://www.wwf.fr/sengager-ensemble/relayer-campagnes/concessions-montagne-dor>.

en référence au taux très importants de chercheurs brésiliens. L'orpaillage illégal en Guyane est vecteur de fortes tensions sociales, d'insécurité, de problèmes environnementaux et sanitaires, de violences... Cette activité clandestine est responsable de pollution au mercure, de déstabilisation sociale (prostitution, apport de drogues, déforestation, violences envers les populations autochtones...)⁷. Elle est aussi une impasse pour les orpailleurs illégaux eux-mêmes, qui vivent dans des conditions misérables. Axel May a consacré un livre à cet orpaillage illégal, *Guyane française, l'or de la honte*. Déjà âgé de plus de dix ans, l'ouvrage décrit une situation très inquiétante et qui aujourd'hui ne s'est pas arrangée. Historiquement c'est dans les années 80 que cet orpaillage vient s'installer en Guyane. Au Brésil dans les années 60, la dictature mène un programme de colonisation de l'Amazonie brésilienne. Des agriculteurs venus des régions précaires du pays se tournent vers l'orpaillage artisanal face aux échecs de l'exploitation agraire. Puis à partir de 1985 une nouvelle ruée vers l'or débute dans l'Etat de l'Amazonie du pays. Face aux pressions des Etats occidentaux pour protéger la forêt et à la médiatisation des violences causées aux peuples amérindiens yanomani, le Brésil qui a mis fin à sa période de dictature en 1985, réprime violemment cet orpaillage⁸. Cette répression et la vente des terres de l'Amapà aux grands industriels de l'agronomie, obligent les garimpeiros à quitter le territoire brésilien et à émigrer vers le Suriname, le Guyana, le Vénézuéla et la Guyane française. Ils apportent avec eux de nouvelles techniques qui sont par la suite adoptées par les orpailleurs bushinengués du Maroni⁹ tournés vers l'orpaillage depuis la guerre civile au Suriname dans les années 80.

Les pratiques des orpailleurs illégaux sont incontrôlables et génèrent de fortes dégradations environnementales : déforestation, abandon de déchets lourds, utilisation de mercure polluant les sols et l'eau pour plusieurs siècles, contami-

⁷ May A. (2007). *L'or de la honte*. Paris. Broché.

⁸ Albert B, Le Tourneau F-M. (2005). Homoxi : ruée vers l'or chez les Indiens du yanomami du haut rio Mucajai. *Autrepart* revue n°34 coéd. Autrepart-Institut de recherche pour le développement, p 3-28.

⁹ Macdonald K. (2016). *The geopolitic of gold in northern Amazonia, the extractive industries and society*, éd. Elsevier.

nant la flore, la faune et par répercussion les habitants du fleuve qui se nourrissent des poissons carnivores situés à la fin de la chaîne alimentaire. L'orpaillage illégal entraîne également des réseaux de prostitution, de drogues, d'immigration illégale, de vente d'armes... subit directement par les populations locales. C'est ce que montre un reportage de la *Revue Z* dans un hameau non loin du village Antecume-Pata, où les journalistes ont interviewé Aikumalé Alemin, un aide soignant wayana (une des ethnies amérindiennes présente en Guyane). Il explique que les garimpeiros « tirent sur tout ce qui bouge » et ne respectent non seulement pas les réglementations de protection de la biodiversité mais également les croyances amérindiennes. Ils « tuent à petit feu les jeunes wayanas » en les achetant avec de la drogue, terrorisent les habitants etc¹⁰.

¹⁰ Revue Z. (2018). Guyane trésors et conquêtes (n°12). Marseille : Agone.

La forêt amazonienne

La forêt amazonienne est la plus grande forêt fluviale au monde, elle abrite 10% des espèces sauvages de la Terre et 34 millions de personnes. Elle est répartie sur neuf pays : le Brésil (63 %), la Bolivie (6 %), le Pérou (10 %), la Colombie (7 %), l'Équateur (1,5 %), le Venezuela (6 %), le Guyana (3 %), le Suriname (2 %) et la Guyane française (1,5 %)¹¹. En fixant le carbone atmosphérique, elle est l'un des puits de carbone de notre planète. Couper la forêt c'est réduire la capacité de notre environnement à réguler le climat mais c'est aussi libérer du CO2 emmagasiné par les arbres¹².

Historiquement au Brésil, deux périodes de conquête de la forêt amazonienne sont à distinguer. La première, jusqu'à la fin des années 1960 était non destructrice, la seconde jusqu'à aujourd'hui est « foncièrement prédatrice »¹³. Dans un premier temps, l'Amazonie était la zone géographique où l'on envoyait le trop plein démographique de certaines régions pauvres du sud et du sud-est. Dans son étude appliquée à saisir les enjeux stratégiques liés à ce qu'il qualifie de « tragédie amazonienne », Jean-Yves Carfantan souligne que c'est

A partir des années Trente, et spécialement sous le président Getúlio Vargas, l'Etat brésilien a encouragé une ruée vers l'Ouest pour combattre la misère. C'est ainsi que, dès la Seconde guerre mondiale, le Brésil est devenu le principal fournisseur de caoutchouc des Alliés¹⁴.

Suite au gouvernement de Vargas jusqu'en 1954, le régime militaire qui a pris le pouvoir pendant les dix années suivantes a amplifié cette politique soutenue par

¹¹ Whats The News. (2019). Amazonie : les poumons de la Terre brûlent. Repéré à : <https://www.whatsthenews.fr/post/amazonie-les-poumons-de-la-terre-br%C3%BBlent>.

¹² Chave J. (2020). La canopée amazonienne est elle encore un puits de Carbone ?. *Boukan*. Repéré à : <https://www.une-saison-en-guyane.com/article/dossier-rechauffement-climatique/la-canopee-amazonienne-est-elle-encore-un-puits-de-carbone%e2%80%89/>.

¹³ Carfantan J-Y. (2019). Derrière la tragédie amazonienne. *Comprendre les enjeux stratégiques*. [Billet de blogue] Repéré à : <https://notes-geopolitiques.com/derriere-la-tragedie-amazonienne/>.

¹⁴ *Ibid*.

l'Eglise catholique. Ainsi, « jusqu'à la fin des années soixante, l'exploitation des ressources locales reste classique, au sens où la culture du latex ou du cacao sauvage, même si elle nuisait à la biodiversité, supposait le maintien d'un couvert forestier »¹⁵.

Le tournant s'effectue dans les années 1970, avec l'ouverture de nouvelles voies de communication qui permettent de s'enfoncer profondément dans la forêt amazonienne, jusqu'alors restée inaccessible. Le gouvernement propose à cette époque à tout ceux qui le souhaitent de s'installer en Amazonie, « de défricher 50% d'une terre, d'en mettre le reste en valeur et surtout de s'y maintenir »¹⁶ et d'espérer en devenir le propriétaire, si cette occupation n'est pas contestée. C'est le système d'usucapion. Les débuts d'une déforestation intensive est alors enclenchée. « La forêt devient un obstacle », explique Carfantan, « elle n'est plus une matière qu'on exploite ou qu'on replante, comme dans le cas du latex »¹⁷. Pour élever le bétail et cultiver en masse il faut la détruire définitivement.

La politique de Jair Bolsonaro intensifie aujourd'hui l'exploitation de la forêt amazonienne par l'agro-industrie. Le président d'extrême droite ne soucie pas (ou peu, tant que sa politique n'impacte pas son commerce extérieur) de la préservation de la forêt. Cette vision envoie un signal positif à tous les fraudeurs qui exploitent la forêt en toute impunité. Selon le New York Times, de janvier 2019 à juillet 2019, ce sont près de 3.500 km² de forêt amazonienne qui ont été brûlé, de manière légale comme illégale¹⁸. Cela représente une augmentation de 39 % par rapport à la même période en 2018. La forêt est donc détruite pour être cultivée mais également pour la construction de barrages hydroélectriques (Petit Saut en Guyane) ou de projets miniers. La dernière catastrophe d'ampleur liée à

¹⁵ *Ibid.*

¹⁶ *Ibid.*

¹⁷ *Ibid.*

¹⁸ Lodono E. ; Casado L. (2019, 18 novembre). Amazon Deforestation in Brazil Rose Sharply on Bolsonaro's Watch. *New York Times*. Repéré à : <https://www.nytimes.com/2019/11/18/world/americas/brazil-amazon-deforestation.html>.

un barrage minier date de janvier 2019 et a fait plus de 270 morts. La rupture du barrage de Brumadinho a libéré des millions de tonnes de résidus miniers provoquant une catastrophe écologique majeure dans toute la région. Comme nous l'avons vu pour la Guyane, la richesse de l'Amazonie se trouve aussi dans son sous-sol. L'or et les diamants y sont activement recherchés et exploités de manière légale et illégale polluant les rivières au mercure. Le pétrole est aussi exploité ainsi que d'autres métaux tels que le fer, le cuivre, la manganèse, le bauxite, le potasse ou l'étain.

Le contexte diplomatique de l'été 2019

Les relations diplomatiques entre Emmanuel Macron et Jair Bolsonaro ont été des plus difficiles au cours de l'été 2019. Alors que la situation était mauvaise entre les deux présidents (liée à l'accord commercial entre les pays du Mercosur et l'Union européenne), les relations se sont envenimées suite au tweet d'Emmanuel Macron alarmant sur les feux de forêts en Amazonie.

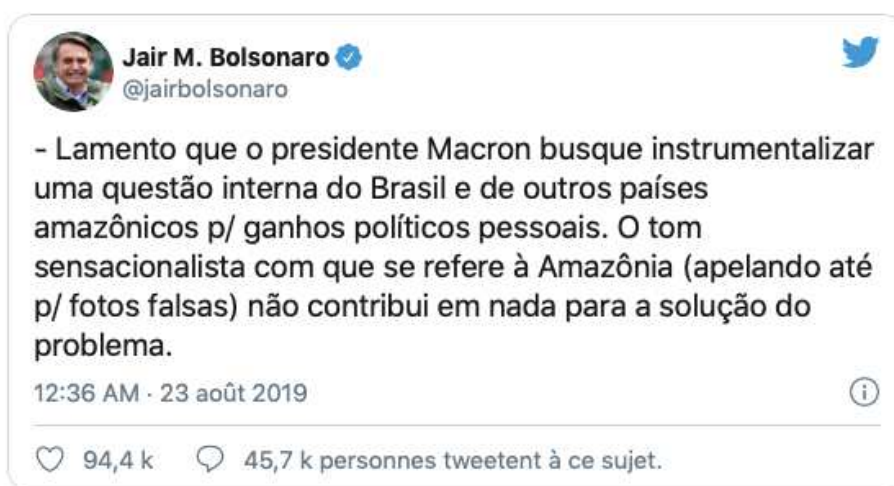


Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

Le tweet appelant à la mobilisation des dirigeants étatiques était accompagné d'une photo. Révélée par Libération¹⁹, cette photo n'illustre pas des feux de forêts actuels mais des feux bien plus anciens. Le photographe de ce cliché était en effet décédé depuis seize ans au moment du tweet.

¹⁹ France Info. (2019, 27 août). On vous résume la passe d'armes entre Emmanuel Macron et Jair Bolsonaro sur l'Amazonie. *France Info*. Repéré à : https://www.francetvinfo.fr/monde/ameriques/amazonie/on-vous-resume-la-passe-d-armes-entre-emmanuel-macron-et-jair-bolsonaro-sur-l-amazonie_3587637.html.

Ce tweet précédait le G7 à Biarritz et ne visait pas directement Jair Bolsonaro selon le président de la République française. Avant lui, Antonio Guterres le Secrétaire général de l'Organisation des Nations-Unis (ONU), s'était lui aussi exprimé sur le sujet. « En pleine crise climatique mondiale, nous ne pouvons accepter davantage de dégâts sur une source majeure d'oxygène et de biodiversité », avait-il écrit.



Tweet de Jair Bolsonaro, capture d'écran

Le président brésilien avait réagi sur le même réseau social que son homologue français et s'était indigné du ton « colonialiste » du tweet d'Emmanuel Macron. « Lamentable que le président Macron instrumentalise une question intérieure au Brésil et aux autres pays amazoniens. Le ton sensationnaliste avec lequel il se réfère à l'Amazonie ne contribue en rien à régler le problème », écrit Jair Bolsonaro faisant référence à la photo erronée. Il adresse par la suite un deuxième tweet plus diplomate à Emmanuel Macron dans lequel il explique que « le gouvernement reste ouvert au dialogue, sur la base de faits objectifs et du respect mutuel ». Selon le président brésilien, les incendies auraient été déclenchés par des ONG qui souhaitent « attirer l'attention » sur la suspension par le gouvernement des subventions à la préservation de l'Amazonie.

Suite à cette première altercation et insatisfait de cette réponse, Emmanuel Macron s'oppose à l'accord commercial entre l'Union européenne (UE) et les pays du Mercosur le 23 août. Ce traité de libre-échange est en négociation depuis près de vingt ans et est fortement critiqué par le secteur agricole et les écologistes. Le président français estime à cette époque que Jair Bolsonaro « a menti » sur ses engagements pour l'environnement. L'Élysée écrit :

Compte tenu de l'attitude du Brésil ces dernières semaines, le président de la République ne peut que constater que le président Bolsonaro lui a menti lors du Sommet (du G20) d'Osaka. Les décisions et propos du Brésil ces dernières semaines montrent bien que le président Bolsonaro a décidé de ne pas respecter ses engagements climatiques ni de s'engager en matière de biodiversité.

Jair Bolsonaro accuse alors Emmanuel Macron de « fomenter la haine contre le Brésil » et affirme dans un tweet que « le feu le plus ardent est celui de notre souveraineté sur le Brésil. » Revenant sur la photo erronée du tweet d'Emmanuel Macron, il l'accuse à son tour d'être un menteur. Dans une allocution à la télévision il blâme l'opposition du président français au traité de libre-échange et écrit dans un nouveau tweet : « Les incendies de forêt existent dans le monde entier et cela ne peut pas servir de prétexte pour d'éventuelles sanctions internationales ».

S'ensuit des insultes à l'encontre d'Emmanuel Macron et de Brigitte Macron sur Twitter. Tandis que le ministre brésilien de l'Éducation, Abraham Weintraub, écrit : « Macron n'est pas à la hauteur de ce débat. C'est juste un crétin opportuniste qui cherche le soutien du lobby agricole français », Jair Bolsonaro compare le physique de sa femme à celui de Brigitte Macron. Réagissant à un post qui se moquait de l'épouse du président français il tweete : « Vous comprenez maintenant pourquoi Macron persécute Bolsonaro? ». Un internaute commente « c'est la jalousie », ce à quoi le président brésilien répond « N'humilie pas le type - MDR ».



Tweet de Jair Bolsonaro, capture d'écran

Emmanuel Macron condamne les propos « extraordinairement irrespectueux » à l'encontre de son épouse et souhaite que le « grand » peuple brésilien est un président à la hauteur de ses fonctions. Jair Bolsonaro réagit à nouveau le lundi 26 août par deux tweets. Le premier accuse le président français d'une attitude coloniale :

Nous ne pouvons accepter qu'un président, Macron, lance des attaques déplacées et gratuites contre l'Amazonie, ni qu'il déguise ses intentions derrière l'idée d'une « alliance » de pays du G7 pour « sauver » l'Amazonie, comme si c'était une colonie.

Le second déclare que des chefs d'Etat se sont solidarisés avec le Brésil et dénonce l'irrespect de la souveraineté du Brésil. Revenant sur les propos d'Emmanuel Macron accusant le président brésilien d'avoir menti sur ses engagements environnementaux, Jair Bolsonaro déclare être prêt à discuter de l'aide financière du G7 pour lutter contre les incendies qu'il a refusée, si le président français s'excusait.

Objectifs et démarche des recherches

Passionnée par la forêt amazonienne depuis notre séjour en Guyane, nous sommes particulièrement sensible aux discours du président de la République et du gouvernement en général lorsqu'il s'agit de parler de ce territoire incroyable. Suite à notre premier mémoire sur la communication des associations en défaveur du projet Montagne d'or afin de protéger la forêt amazonienne, nous avons souhaité étudier un autre versant de la vision et de la communication d'acteurs qui ont un impact sur la gestion et la conservation de l'Amazonie.

Il nous est apparu évident de choisir comme sujet d'étude Monsieur Emmanuel Macron qui au cours de l'été 2019 est devenu dans les médias « le sauveur de l'Amazonie ». L'Amazonie qui est un des plus importants lieux du vivant sur la Terre, d'une biodiversité dont toutes les espèces n'ont pas été encore découvertes, essentiel à la captation du carbone et qui de part la richesse de son sol et son étendu forestière est en grand danger dans son ensemble. Nous avons ainsi démarqué le cadrage temporel de l'été 2019 à aujourd'hui, car en effet, Emmanuel Macron s'exprime particulièrement sur ce sujet à partir du 26 août 2019 et son premier tweet sur l'Amazonie a été rédigé à cette date.

Ainsi comment Emmanuel Macron communique t-il sur l'Amazonie en tant qu'espace vivant, en danger et inter-étatique ? Car la division sur neuf Etats dont la France avec la Guyane, de la plus grande forêt au monde rend ce territoire géré de diverses façons propice aux désaccords. Il s'agit de communiquer une intention de vouloir protéger cette forêt essentiel à l'humanité sans omettre le principe la souveraineté territoriale.

Ce mémoire visera donc à questionner les quatre hypothèses suivantes :

HYPOTHÈSE 1 :

Emmanuel Macron communique et s'impose sur le sujet de la forêt amazonienne car il est le seul président européen présent en Amazonie.

Nous interrogerons sa place dans le débat autour des feux de forêts en Amazonie, sa place sur la scène internationale et comment légitime t-il ses discours.

HYPOTHÈSE 2 :

Il compare la gestion de la forêt guyanaise à celle des pays dont la forêt brûle. De tels exemples lui permettent d'appuyer sa légitimité à s'exprimer sur l'Amazonie.

Nous étudierons les comparaisons entre territoire brésilien et territoire français dans sa communication.

HYPOTHÈSE 3 :

Il internationalise le débat sur la protection de la forêt amazonienne de part sa place sur la scène internationale et ses propos sur une possible internationalisation de l' Amazonie.

Nous verrons comment le discours d'Emmanuel Macron dans sa forme comme dans son fond participe à l'internationalisation du débat autour de l'Amazonie.

HYPOTHÈSE 4 :

La communication sur la forêt amazonienne est liée à une communication sur la lutte contre le changement climatique car ce dernier est un argument qui justifie la protection de l'Amazonie à des fins de survie de l'Humanité et de notre système économique.

Nous interrogerons les arguments climatiques et opportunistes d'Emmanuel Macron en faveur de la protection de l'Amazonie.

Afin d'y répondre nous envisagerons que la communication d'Emmanuel Macron sur la forêt amazonienne a débuté dans des circonstances particulières, celles de la médiatisation des feux de forêts entre autres (I). Cette communication sur un espace inter-étatique a eu des retentissements internationaux à la hauteur de la puissance de la France sur la scène mondiale. Elle a été l'occasion pour Emmanuel Macron de détailler la vision qu'il a sur la manière de gérer la forêt amazonienne (II). Cette occupation médiatique de quelques mois sur le sujet a permis à certains acteurs de faire écho à la communication présidentielle et à d'autres d'amplifier leur mécontentement face au rôle de la France dans la déforestation de l'Amazonie (III).

I. Une communication de circonstance

Cette première grande partie décrit quelle forme a pris la communication d'Emmanuel Macron sur les feux de forêt en Amazonie. Elle analyse le contexte de cette communication et comment elle peut être légitime aux yeux du monde (A). Puis elle est divisée en trois points, qui expliquent pour quelles raisons le président de la République a-t-il pu devenir le « sauveur de l'Amazonie » (B).

A. Crédibilité, légitimité et forme du discours

Avant d'établir certains éléments de contexte qui selon nous ont participé à affirmer, rendre crédible et légitime et à développer la communication d'Emmanuel Macron sur l'Amazonie, nous identifierons les différents supports de la communication du président de la République et les décrirons. Nous finirons par quelques mots sur la pédagogie du discours.

1. Présentation des supports de communication

Cette partie vise à décrire les différents supports de communication utilisés par Emmanuel Macron pour sa communication sur les feux de forêt en Amazonie lors de l'été et de la rentrée 2019. Nous nous sommes intéressés à toutes les interviews et les messages. Cette présentation vise à être la plus exhaustive. Nous avons classé ces supports en trois catégories : les interviews, les discours et les allocutions ainsi que les conférences de presse et enfin les réseaux sociaux.

Les interviews

INTERVIEW À KONBINI

Cette interview donnée à *Konbini* d'une durée de 8.37 minutes, a été publiée le 23 août 2019 par le site d'info-divertissement. La vidéo Youtube²⁰ s'intitule « J'ai changé : Emmanuel Macron répond à Konbini sur l'écologie ». Elle compte au 25 août 2020 plus de 308 000 vues. Konbini est un média à destination d'un public jeune. Dans cette interview le président cherche donc à s'adresser à ce public en particulier, fortement sensibilisé aux questions climatiques, et qui au cours de l'année 2019 a multiplié les marches pour le climat. Il s'agit ici de convaincre la jeune génération de l'action climatique de l'Etat, de répondre aux inquiétudes alors que les feux de forêt en Amazonie sont particulièrement puissants. La partie qui nous intéresse, où Emmanuel Macron s'exprime sur l'Amazonie, débute à 0.13 minute et se termine à 1.04 minute (annexe 1).

INTERVIEW À FRANCE 2

Après le G7 de Biarritz, Emmanuel Macron a répondu le 26 août, aux questions d'Anne-Sophie Lapix dans le « 20 heures » de *France 2*²¹. Cette interview dure 39 minutes, la partie concernant l'Amazonie commence à 13.30 minutes et se termine à 22.20 minutes (annexe 2). Par rapport à l'interview donnée à Konbini, celle-ci diffusée sur le « 20 heures » s'adresse à un public plus âgé. Elle se veut elle aussi pédagogique. Emmanuel Macron rentre dans le détail, il tente de clarifier les décisions prises au cours du G7, il explique comment le sommet s'est-il déroulé et comment se positionne la France sur des sujets internationaux, commerciaux et géopolitiques.

²⁰ Konbini. (2019, 23 août). "J'ai changé" : Emmanuel Macron répond à Konbini sur l'écologie [Vidéo en ligne]. Repéré à https://www.youtube.com/watch?v=ordGNj_7HjY.

²¹ Elysée. (2019, 27 août). À l'issue du G7 Biarritz, réponses aux questions que vous vous posez. Repéré à : <https://www.youtube.com/watch?v=jKDUHrJulX4>.

Les discours, allocution et conférences de presse

ALLOCUTION PRÉCÉDANT LE G7 DE BIARRITZ

Cette courte allocution de dix minutes (annexe 3) a eu lieu quelques heures avant l'ouverture du sommet du G7²² le 24 août 2019. Le président se trouve devant l'une des plages de Biarritz. Pour illustrer l'océan il montre la mer derrière lui, pour présenter la forêt il pointe vers la gauche comme s'il montrait l'outre atlantique où se situe l'Amazonie. Emmanuel Macron y appelle à une « mobilisation de toutes les puissances » en faveur de l'Amazonie. Après avoir annoncé ses objectifs en matière de sécurité internationale et économique, le président français détaille sa vision sur le changement climatique, sur la forêt amazonienne et l'océan.

CONFÉRENCE DE PRESSE SUITE AU G7 DE BIARRITZ CONJOINTE AVEC SEBASTIAN PINERA

Cette conférence de presse²³ ad hoc et conjointe, a été réalisée avec le président du Chili, Sebastian Pinera. La France étant à la présidence de ce G7 et le Chili invité de ce G7 et le prochain pays président de la future COP (qui finalement a eu lieu en Espagne compte tenu des événements au Chili), les deux présidents présentent à la presse l'initiative pour l'Amazonie : résultat de ce G7. Nous avons retenu en annexe (annexe 4) seulement les propos du président de la République et la question de Paul Larouturrou, journaliste à *Quotidien*. Cette question traite de la souveraineté des Etats en Amazonie. Le président Macron reste claire sur la souveraineté de chaque Etat sur son territoire mais émet

²² Le Point. (2019, 24 août). *L'allocution d'Emmanuel Macron avant le G7 à Biarritz*. Repérée à : <https://www.dailymotion.com/video/x7hdesu>.

²³ Elysée. (2019, 26 août). *G7 Biarritz : Conférence de presse conjointe consacrée au climat, à la biodiversité et aux océans*. Repérée à : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/26/g7-biarritz-conference-de-presse-conjointe-consacree-au-climat-a-la-biodiversite-et-aux-occeans>.

cependant quelques réflexions quant à la création d'un statut international pour les espaces naturels indispensables à l'ensemble de la planète.

CONFÉRENCE DE PRESSE SUITE AU G7 DE BIARRITZ CONJOINTE AVEC DONALD TRUMP

Cette conférence de presse (annexe 5) tout comme la conférence de presse suivante n'aborde que très peu le sujet de l'Amazonie. Ce choix est justifié par le président : le sujet a déjà été largement abordé lors de la conférence de presse avec le président du Chili.

CONFÉRENCE DE PRESSE DE CLÔTURE DU G7 DE BIARRITZ

Pour les raisons précédentes, le sujet de la forêt amazonienne est rapidement abordé (annexe 6).

DISCOURS LORS DE LA CONFÉRENCE SUR LA PROTECTION DE L'AMAZONIE À L'ONU

Ce discours (annexe 7) a été prononcé le 23 septembre 2019 sans la présence du Brésil lors de la conférence sur la protection de l'Amazonie à l'ONU. Sont présents lors de ce discours : Ivan Duque, Président de la Colombie, Evo Morales, Président de la Bolivie et Sebastian Pinera, Président du Chili, les chefs d'Etat et de gouvernement des grands pays donateurs aux Fonds amazonien comme l'Allemagne et la Norvège, le Président de la RDC Félix Tshisekedi, des organisations internationales comme la Banque mondiale, des ONG comme Amazon Watch, WWF ou Conservation International, des entreprises et des représentants des peuples autochtones.

Ce discours est suivi de l'intervention de Rodolphe Alexandre, président de la Collectivité territoriale de Guyane. Dans ce discours de sept minutes, Emmanuel Macron rappelle les fonds créés pour protéger l'Amazonie et concentre son propos sur le risque de lenteur face à l'urgence de la situation et le risque de

« dispersion » face aux différentes initiatives pour conserver la forêt. Selon lui, six objectifs ont découlé de cette conférence :

Le premier : préserver la biodiversité dans la gestion des aires protégées, la lutte contre les incendies, l'abattage illégal etc. La deuxième chose c'est le développement d'une chaîne de valeurs durables dans les territoires forestiers (...) Troisième objectif, c'est la formulation de pratiques de gestion durable des sols et des forêts en concertation avec les populations locales et les acteurs de terrain. Quatrième principe, c'est la promotion des pratiques et savoirs traditionnels (...) Le cinquième principe, c'est la coopération transfrontalière pour les aires protégées et le sixième, c'est la rapidité (...).

DISCOURS À LA TRIBUNE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES

Dans ce discours de 40 minutes (annexe 8) datant du 24 septembre 2019 et présent sur le site internet de l'Élysée, Emmanuel Macron s'exprime devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Il aborde des sujets tels que l'Iran, l'augmentation des inégalités dans le monde, « le dysfonctionnement de notre capitalisme moderne », « la bataille » climatique « que nous sommes en train de perdre » ainsi que la préservation de la forêt amazonienne, des autres forêts primaire et de l'océan. Le passage sur l'Amazonie débute à 30.31 minutes et se termine à 34.25 minutes.

Réseaux sociaux

Pour présenter puis analyser la communication du président de la République sur les réseaux sociaux et son site internet, nous avons utilisé les « recherches avancées » sur les comptes de la présidence et inscrit les termes « Amazonie », « Amazon » (anglicisme pour les hashtags), « feux » et « forêt ».

TWITTER

Nous allons établir le fil des publications concernant l'Amazonie du premier tweet du président sur le sujet au dernier tweet. Le premier date du 22 août 2019. Il n'y a eu donc aucun autre tweet sur le sujet avant ce tweet qui a énervé le président Bolsonaro. Nous pouvons en conclure à cet égard que le sujet amazonien n'a eu d'intérêt pour une communication sur les réseaux sociaux qu'à partir de la médiatisation des feux de forêts.



Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

Ce premier tweet a eu 49 500 « j'aime » au 10 septembre 2020 et utilise le hashtag #ActForTheAmazon, créé par la communication d'Emmanuel Macron. « Notre maison brûle », fait référence au fameux « Notre maison brûle et nous regardons

ailleurs » prononcé par Jacques Chirac lors de l'ouverture de son discours devant l'assemblée plénière du IV^e Sommet de la Terre le 2 septembre 2002 à Johannesburg, en Afrique du Sud.



Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

Ce deuxième tweet date du 24 août, soit deux jours après le premier. Il compte au 10 septembre 2020, 15 600 « j'aime ». Il présente deux minutes de l'allocution d'Emmanuel Macron quelques heures avant le début du sommet du G7. Il est accompagné du hashtag #G7Biarritz et associe la protection de la forêt à la protection des océans, les deux poumons de notre planète.



Tweets d'Emmanuel Macron, capture d'écran

Le troisième tweet comme le quatrième montrent la conférence de presse conjointe avec le président Pinera. Le troisième est accompagné du hashtag #ActForTheAmazon et présente l'initiative pour l'Amazonie. Le quatrième associe la protection de la forêt subsaharienne, à la protection de la forêt amazonienne. Il est accompagné de #G7Biarritz.



Le cinquième date du 23 septembre et compte 1 500 « j'aime ». Il s'agit d'un direct présentant Emmanuel Macron lors de la conférence des Nations-Unies pour la protection de l'Amazonie. Derrière lui se trouve Rodolphe Alexandre.

Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

Le sixième tweet reprend 2.33 minutes de la conférence précédente. Emmanuel Macron y décrit les différents aides internationales pour préserver l'Amazonie ainsi que les six objectifs qu'il établit pour selon lui, sauver l'Amazonie et la développer.



Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran



Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

Le septième tweet a été écrit le 3 décembre 2019. Soit deux mois après le dernier. Il compte 9 300 « j'aime » et associe la protection des océans à la protection de l'Amazonie, « notre autre poumon ».

Enfin, le dernier tweet au sujet de l'Amazonie date du 27 juillet 2020, soit un an après le premier. Il a été aimé 8 500 fois. Il présente un visuel de Vizzuality où la Terre tourne et montre les forêts brûlées entre 2001 et 2019. Le hashtag #Act-ForTheAmazon n'est plus utilisé et il reprend le premier tweet avec la phrase « Notre maison brûle toujours ». Ce « toujours » fait référence aux feux qui ont sévi notamment en Australie. Il sera utilisé par Greenpeace dans sa campagne que nous étudierons plus loin.



De **Vizzuality**

1 k

1,9 k

8,5 k



Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

FACEBOOK

Sur Facebook, les posts sont les mêmes que sur Twitter mais ils sont au nombre de cinq. Le premier reprend le premier tweet, il y a 51 000 « j'aime » (réactions). Le deuxième post est celui qui présente l'allocution avant le G7, il a été aimé 22 000 fois. Le troisième post est celui sur la conférence conjointe avec le président chilien. Le quatrième compte 5 500 « j'aime », c'est le post qui correspond au premier tweet sur la conférence des Nations-Unies pour la protection de l'Amazonie. Le dernier correspond au dernier tweet sur l'Amazonie avec le visuel Vizzuality et compte 7 000 « j'aime ».

On y observe donc une communication moins développée que sur Twitter, réseau social privilégié pour la communication politique. Les « j'aime » sont plus nombreux sur Facebook mais dans un ordre de grandeur équivalent (51 000 sur Facebook pour le premier post, 49 500 pour le premier tweet).

INSTAGRAM

Sur le compte Instagram du président de la République trois photos/vidéos directement en lien avec la protection de la forêt amazonienne ont été postées. La première est la même que celle du compte Twitter et du compte Facebook, avec la photo erronée. Le texte en français est le même mais il est suivi par la traduction en anglais puis le #ActForTheAmazon. Tout à la fin du post a été rajouté le nom du photographe : Loren McIntyre. Cette photo a été aimé plus de 191 000 fois au 10 septembre 2020. Les deux autres posts sont respectivement des extraits de l'allocution avant le sommet du G7 et des extraits de la conférence conjointe avec le président Pinera. Ils comptent 109 000 « j'aime » et 60 000 « j'aime ». Nous observons donc un communication encore moins développée que celle du compte Facebook mais avec une quantité de « j'aime » beaucoup plus importante. Donc avec un engagement plus important.

2. Un contexte favorable à la prise de parole d'Emmanuel Macron sur l'Amazonie

Au vu de l'actualité et de la situation écologique de la Guyane, il est apparu comme évident que deux éléments de contexte ont permis à Emmanuel Macron de se positionner en tant que personnalité politique européenne active et moteur pour la préservation de la forêt amazonienne.

Le premier élément est la présence de la France en Amazonie par le biais de la Guyane. Emmanuel Macron en fait l'argument principal de la légitimité de son discours. Cet argument n'est pas directement utilisé dans les posts sur les réseaux sociaux mais il l'est dans les vidéos l'accompagnant. Dans ses interviews et discours on le retrouve systématiquement : dans ses interviews adressées à *Konbini* et à *France 2*, dans son allocution précédant le G7 et dans son discours à la conférence de l'ONU pour la protection de la forêt amazonienne. En effet, pour Emmanuel Macron, la légitimité qu'à la France et donc le président de la République à s'exprimer sur la forêt amazonienne est due à la Guyane française : unique territoire européen en Amazonie. En tant que seule représentante européenne en Amérique latine, la France est de par son ancienne colonie, une porte-parole toute désignée. Emmanuel Macron, fortement investi sur la scène internationale, endosse alors le rôle de président européen protecteur de l'Amazonie. « La France l'est peut-être plus que d'autres autour de cette table, puisque nous sommes Amazoniens, la Guyane est en Amazonie, » dit-il lors de son allocution du 24 août 2019. Enfin, Emmanuel Macron dans son interview donnée à *Konbini* dit « donc nous sommes là-bas », qui apparaît comme une déclaration à l'encontre de Jair Bolsonaro.

Pour affirmer davantage cette légitimité nous notons qu'Emmanuel Macron implique le président de la Collectivité territoriale de Guyane dans l'initiative. Il dit avoir eu des échanges avec Rodolphe Alexandre pendant la conférence de presse conjointe à Sebastian Pinera. Celui-ci et le grand Chef coutumier sont même présents lors de la conférence sur l'Amazonie à l'ONU. Emmanuel Macron

partage ainsi son temps de parole avec Rodolphe Alexandre, ce qui démontre la volonté d'impliquer à l'échelon mondial les personnalités politiques locales pour préserver la forêt amazonienne. Il s'agit également dans la communication de la présidence, pour légitimer ce leadership, de mettre en scène cette implication pour éviter toute association à du colonialisme. En effet, si le seul échelon national est représenté et la parole non distribuée aux représentants de la Guyane, il devient facile d'accuser le président de néo-colonialisme.

Le deuxième élément légitimant la position d'Emmanuel Macron sur la scène internationale et dans sa communication est l'abandon du projet Montagne d'or, cette mine industrielle en forêt primaire non loin de la ville d'Apatou. Ces projets de mines industrielles en milieu amazonien sont fortement destructeurs de l'environnement et donc contraires à l'intérêt de la forêt amazonienne et de ses habitants. Après plusieurs années de mobilisation des associations environnementales et autochtones en défaveur du projet, la décision a eu lieu le 23 mai 2019 suite à l'avis du Conseil de défense écologique. Le verdict a été annoncé par le ministre de la Transition écologique, François de Rugy et le Premier ministre Edouard Philippe, jugeant ainsi que le projet était « incompatible avec les exigences de protection de l'environnement » et « ne se fera pas »²⁴. Le président de la République avait pourtant été en faveur du projet pendant plusieurs années. En août 2015, alors ministre de l'économie, il avait dit « tout faire pour qu'un projet de cette envergure puisse voir le jour ».

²⁴ Les associations environnementales et autochtones restent mobilisés contre le projet. En effet, la réforme du code minier et le renouvellement possible du titre minier de la compagnie Montagne d'or est toujours en examen. De plus, un nouveau projet de mine industrielle, le projet Espérance, a vu le jour un an après l'annonce de l'abandon du projet Montagne d'or.



Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

En octobre 2017, revoyant sa position à la baisse, il s'est prononcé sur « un projet qui peut être bon pour la Guyane » puis en mai 2019, il a annoncé avant l'annonce officielle de l'abandon du projet que celui-ci n'était « pas compatible avec une ambition écologique en l'état actuel des choses ». Ce revirement en mai 2019, a lieu suite aux nombreuses manifestations de la jeunesse à partir de l'automne 2018 et avant les échéances législatives européennes. Ainsi, l'abandon de la Montagne d'or qui faisait suite à l'abandon de l'aéroport Notre-Dame-des-Landes, a donné l'image d'un président préoccupé par l'environnement et la protection de la biodiversité. Il peut ainsi être crédible en tant que personnalité politique engagée dans la protection de la forêt amazonienne puisque lui-même a refusé qu'une mine industrielle soit construite sur le territoire français. S'il avait autorisé le début de l'exploitation, sa communication contre les feux de forêt aurait été différente car il n'aurait pu justifier que la forêt française est protégée des grands projets industriels. Dans son interview sur *France 2*, Emmanuel Macron qui se veut le plus pédagogue et le plus transparent possible peut donc reprocher au président Bolsonaro « des projets économiques contraires à l'intérêt de la forêt amazonienne », puisque lui-même a abandonné un projet contraire à « l'intérêt » de la forêt.

3. Un discours pédagogique et scientifique

Nous ne attarderons pas sur la pédagogie du discours d'Emmanuel Macron qui ne reflète pas le cœur du sujet de ce mémoire. Il s'agit seulement ici de noter que le président utilise une communication issue du registre scientifique au début de ses discours et interventions. A deux reprises de notre corpus de texte, il explique la photosynthèse, essentiel à la captation du carbone. « N'oublions pas qu'en matière de destruction de forêts celle-ci rejette dans l'atmosphère le carbone préalablement emmagasiné » dit-il par exemple lors de la conférence de presse commune avec le président chilien. Pour donner de la consistance scientifique à ses propos, à sa communication, ainsi que pour rendre compte de la déforestation massive en Amazonie, Emmanuel Macron chiffre ses propos :

Les incendies couvrent aujourd'hui une superficie d'1,2 million de km² soit deux fois la superficie de la France métropolitaine ce qui est un drame évidemment pour les pays concernés mais pour l'humanité toute entière. Je veux juste rappeler ici les chiffres : l'Amazonie emmagasine 14% du CO₂ mondial ...

ou « vous avez tout dit, donc je vais être très rapide sur les enjeux. En 50 ans, près de 20% de la forêt amazonienne a disparu et 25% des forêts de mangroves. » Emmanuel Macron dans cette volonté d'expliquer les choses, d'expliquer les raisons de ses décisions prend de nombreuses minutes dans l'interview accordée à Anne-Sophie Lapix, pour rendre compte des actions diplomatiques qu'il a engagées et menées pour la signature de l'accord de libre-échange avec les pays du Mercosur. Ceci à des fins de légitimation d'un traité fortement critiqué par les acteurs environnementaux qui voient dans l'augmentation et la facilitation des échanges avec ces pays une augmentation de la déforestation pour satisfaire la demande européenne.

Nous en concluons qu'une communication sur la forêt amazonienne en danger doit s'accompagner de chiffres pour quantifier la déforestation en cours et appuyer la démarche alarmiste.

B. Emmanuel Macron comme « sauveur de l'Amazonie »

Nous l'avons vu plus haut, avant le tweet du 22 août 2019, Emmanuel Macron n'avait jamais communiqué sur l'importance de préserver la forêt amazonienne. Pourtant en quelques jours, il apparaît sur la scène mondiale et médiatique comme le « sauveur de l'Amazonie ». Tandis que le *Huffington Post* titre « Monsieur Amazonie de l'ONU »²⁵, la presse brésilienne considère que le président français instrumentalise la crise en Amazonie à des fins personnelles²⁶. Alors comment Emmanuel Macron a-t-il pu devenir le « sauveur de l'Amazonie », même si ce qualificatif est souvent ironique ? Nous verrons que son omniprésence, son nouvel attachement à la question climatique et son opposition contre Jair Bolsonaro ont permis de lui donner de la visibilité sur le sujet amazonien.

1. L'omniprésence sur le sujet amazonien

Nous observons premièrement son omniprésence à l'automne 2019 sur la scène internationale sur les questions qui traitent de l'Amazonie. Emmanuel Macron intervient notamment lors de la conférence de presse du G7 en compagnie de Sebastian Pinera, lors de la conférence sur l'Amazonie à l'ONU et lors de l'Assemblée générale des Nations-unies. A cette conférence de presse, ils présentent les résultats de l'initiative pour l'Amazonie menée pendant le G7 dont ils en sont les acteurs moteurs selon les dires du président français. Sébastian Pinera en tant qu'invité du G7, futur président de la futur COP et président d'un Etat amazonien, de par sa présence, légitime cette initiative lancée et menée par les sept puissances internationales. Emmanuel Macron en

²⁵ Herreros R. (2019, 23 septembre). *Macron profite de l'absence de Bolsonaro pour être le "Monsieur Amazonie" de l'ONU*. *Huffington Post*. Repéré à : https://www.huffingtonpost.fr/entry/macron-profite-de-labsence-de-bolsonaro-pour-etre-le-monsieur-amazonie-de-lonu_fr_5d84be99e4b0957256b54be3.

²⁶ *Courrier International*. (2019, 28 août). *Vu du Brésil.Face à Bolsonaro, Macron utilise l'Amazonie pour redorer son blason*. Repéré à : <https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-bresil-face-bolsonaro-macron-utilise-lamazonie-pour-redorer-son-blason>.

énonçant ce qui a été mené lors du G7 conserve sa place de président lanceur d'alarme et protecteur de l'Amazonie. En étant le leader de ce qui concerne la forêt amazonienne au niveau international, il donne l'image d'un président « écolo ».

Communiquer sur la protection d'un des poumons de la planète revêt d'un imaginaire fort dans l'esprit collectif. Emmanuel Macron qui apparaît comme très préoccupé par la forêt et surtout par le climat, renvoie une image positive à toute la jeune génération fortement mobilisée dans la rue contre le changement climatique en 2018-2019. Mais comme nous l'avons dit plus haut, cette image ne serait s'appliquer sur le territoire guyanais où le président a encouragé des projets telle que la Montagne d'or.

Lors de la conférence de presse sur l'Amazonie au G7 de Biarritz, il présente seulement, laissant le détail au président chilien, les actions qui seront menées pour lutter contre la déforestation avec des soutiens financier, concrets et militaires. Emmanuel Macron annonce : « la France le fera d'ailleurs avec des soutiens militaires dès les prochaines heures dans la région. » Il annonce également le calendrier de cette initiative qui sera lancée lors de l'Assemblée générale des Nation-Unies. Emmanuel Macron semble complètement investi dans toutes les phases d'élaboration de cette l'initiative pour l'Amazonie. Il rappelle que avant celle-ci beaucoup de choses ont déjà été faites et que

La France n'a pas été leader de ces actions. Et [il] veut vraiment remercier la Norvège et l'Allemagne qui, [il] pense pouvoir le dire, dans les pays qui se sont engagés et ont donné, ont assuré un leadership tout particulier en versant plus d'un milliard de dollars au Fonds amazonien créé en 2008.

En utilisant le passé, « n'a pas été » et « ont assuré », Emmanuel Macron donne l'impression que ce leadership est désormais en sa possession.

2. La protection de la forêt pour le climat

L'argument principal d'Emmanuel Macron à des fins de préservation de l'Amazonie est le climat. Pour être le « sauveur de l'Amazonie », il use à foison de cet argument à la mode grâce à la mobilisation de la jeunesse et grâce à la médiatisation des enjeux climatiques. Ainsi dans l'interview adressée à *France 2*, Emmanuel Macron explique que l'Amazonie est divisée entre les Etats mais qu'il s'agit bien d'un tout, d'une forêt continue qui ne connaît pas les frontières. Les feux de forêt n'ont pas lieu en France cependant « nous sommes concernés avec la Guyane » dit-il. Communiquer sur un espace vivant immense, réparti sur plusieurs Etats, oblige le président de la République, contrairement à la vision de Jair Bolsonaro, à voir la forêt amazonienne comme un lieu interdépendant et surtout nécessaire au captage du CO₂ produit par les Hommes.

Cette interview se veut particulièrement didactique sur la nécessité de protéger la forêt amazonienne compte tenu de son rôle dans la lutte contre le changement climatique. Emmanuel Macron évoque la souveraineté protéique de l'Europe. Celle-ci devient essentiel pour lutter contre le changement climatique sur deux points dont il en explique les principes. Le premier est que le soja qui nourrit les animaux européens est cultivé en grande majorité au Brésil. L'Europe en consommant ce soja est donc directement liée à la déforestation. Deuxièmement, le transport de ces marchandises, alors qu'elles pourraient être produites sur le territoire européen engendre de la pollution et rend dépendante l'Europe dans ses élevages. Pour le président, s'il faut préserver la forêt c'est avant tout pour son rôle de poumon de la planète : « la forêt amazonienne nous aide, alors qu'on essaye de réduire nos émissions ».

En expliquant la photosynthèse et ces conséquences, lors de la conférence de presse conjointe à Sebastian Pinera :

N'oublions pas qu'en matière de destruction de forêts celle-ci rejette dans l'atmosphère le carbone préalablement emmagasiné, ce qui veut dire que ce qui est en train de se passer a en plus des conséquences négatives en termes d'émissions de CO2, ce qui est un peu la double peine que nous sommes en train de subir,

Emmanuel Macron privilégie encore l'argument climatique sur l'argument de la richesse intrinsèque de la forêt. Cet argument scientifique est un argument qui a beaucoup plus d'écho dans notre système capitaliste. C'est parce que nous avons besoin de la forêt pour compenser nos émissions de CO2 que nous devons la protéger, explique en substance Emmanuel Macron. Certes très opportuniste, il a le mérite de mobiliser. Il s'agit du même type d'argument utilisé par l'association *The Shift Project* concernant notre dépendance au pétrole et qui parle d'ailleurs non pas de « double peine » mais de « double contrainte carbone ». Pour ce think tank, nous devons nous sevrer de notre dépendance à l'or noir car d'ici quelques décennies il n'y en aura plus assez pour répondre à la demande et aussi pour des raisons environnementales, celles du changement climatique.

Ainsi et par exemple, Emmanuel Macron ne fait pas référence aux écosystèmes amazoniens pour leur beauté intrinsèque. Pour qualifier la richesse de cette forêt, il utilise les termes : « avec des propriétés de la biodiversité unique ». Cette expression peut être analysée de deux manières. Soit le président imagine ici simplement une biodiversité et des écosystèmes uniques au monde. Soit, il apparaît encore ici, une vision utilisatrice et opportuniste de la forêt, car ce qu'il en ressort ce sont ces « propriétés ». La forêt amazonienne serait alors seulement un réservoir de biodiversité utile à l'Homme (pharmacopée, agriculture etc.). Communiquer sur un espace vivant revient à communiquer pour Emmanuel Macron sur la nécessité de préserver ces écosystèmes car ils ont une utilité pour les Hommes. La forêt doit être protégée car l'humanité en dépend et non pour sa beauté. Dans l'allocution précédant le sommet du G7 aussi, alors même que le « trésor de biodiversité » que représente la forêt amazonienne est cité avant le rôle climatique de celle-ci, il semble que ce dernier revêt plus d'importance aux yeux d'Emmanuel Macron qui explique à nouveau la captation du carbone par

les arbres. Nous observons tout de même que le « trésor de biodiversité » est cité ici pour la valeur intrinsèque que représente la nature en Amazonie.

De plus, dans l'interview donnée à *Konbini*, adressée donc à un public plus jeune et fortement sensibilisé à la préservation de la planète, Emmanuel Macron présente l'Amazonie en tant que lieu du vivant, en tant qu'écosystème en danger. Il utilise deux mots : « biodiversité » et « écocide ». Le premier est intégré dans l'expression « source de biodiversité », faisant directement référence là aussi, au besoin de l'homme de conserver cette biodiversité pour se conserver lui-même. L'homme est partie intégrante du vivant, il n'y est pas opposé. Il n'existe pas de « super-organisme métallo-humain »²⁷ indépendant de la nature.

Le second, « écocide », n'est ni inscrit dans le droit français, ni dans le droit international. Le mot écocide signifie selon Valérie Cabane :

Détruire la maison commune ». D'un point de vue pénal, il consisterait à « porter atteinte gravement à des communs naturels ou à un système écologique de la Terre », comme les forêts primaires d'Amazonie, d'Afrique centrale et d'Indonésie, qui jouent toutes un rôle essentiel dans le fonctionnement du climat sur Terre²⁸.

Suite aux propositions de la Convention citoyenne pour le Climat en juin 2020, soit un an après l'utilisation du terme « écocide », Emmanuel Macron a assuré qu'il ferait « en sorte d'inscrire ce terme dans le droit international » et de porter ce combat au nom de la France. Le président utilise donc un terme désignant un crime n'ayant aucune valeur juridique dans le droit actuel dans une interview destinée à un jeune public.

Nous observons donc une adaptation du registre lié à l'Amazonie en fonction du public. Le discours devient presque militant lorsqu'il est adressé à un public jeune et mobilisé. L'utilisation du terme « écocide », seulement dans l'interview

²⁷ La Relève et la Peste. (2019). *Vivant*. Bordeaux : La Relève et la Peste.

²⁸ Cabanes V. (2016). *Un nouveau droit pour la Terre*. Paris : Seuil.

donnée à *Konbini* en est un exemple. Lorsqu'Emmanuel Macron s'adresse à un public plus âgé ou sur la scène internationale, c'est le climat comme argument justifiant la protection et la cessation des feux de forêt en Amazonie qui prime.

3. L'opposition à Jair Bolsonaro

Enfin, c'est son opposition à Jair Bolsonaro et le refus de signer le traité de libre-échange avec les pays du Mercosur qui va permettre de donner une certaine forme de crédibilité à sa dénomination de « sauveur de l'Amazonie ».

Contre Jair Bolsonaro, Emmanuel Macron se veut diplomate mais incisif dans l'interview donnée à *France 2* suite au G7 en août 2019. Selon lui, Jair Bolsonaro n'est pas directement responsable des feux de forêts et son tweet « Notre maison brûle littéralement » ne lui était pas destiné. La forêt brûle en effet dans d'autres Etats tels que l'Argentine. Il explique que ce qu'on l'on peut « reprocher au président Bolsonaro » c'est sans manque de clarté, son opacité dans sa communication sur la gestion de la forêt amazonienne et sa reforestation. Ainsi en s'opposant au président brésilien qui a toujours prôné l'agro-industrie et l'exploitation intensive de la forêt amazonienne²⁹, Emmanuel Macron s'impose sur la scène internationale et dans les médias comme défenseur, voir comme « sauveur » de l'Amazonie. Il crée la figure d'un président européen qui condamne la déforestation intensive par l'Etat brésilien. Pour réaffirmer cette position de président engagé pour la protection de la forêt amazonienne et contre le changement climatique, il rappelle dans cette interview que « monsieur Bolsonaro avait fait campagne contre l'Accord de Paris » et qu'il a « renvoyé des scientifiques qui faisait des études indépendantes » sur la forêt amazonienne. Enfin, à propos du président climatosceptique brésilien, il dit « ce n'est pas moi qui ai changé c'est simplement lui qui n'a pas respecté sa parole », retournant ainsi la question d'Anne-Sophie Lapix qui lui était adressée sur sa vision sur le changement clima-

²⁹ Gomez F-X. (2019, 30 octobre). *Jair Bolsonaro au pouvoir, l'Amazonie au désespoir*. Libération. https://www.liberation.fr/planete/2018/10/30/jair-bolsonaro-au-pouvoir-l-amazonie-au-desespoir_1688959.

tique et qui fait écho à ses propos dans l'interview donnée à *Konbini*. En refusant de signer le traité de libre-échange, Emmanuel Macron souhaite passer le message qu'il est très engagé à ce que les conditions climatiques de cet accord soient respectées et qu'il en est le garant.

Ainsi, Emmanuel Macron renvoie l'image d'un président européen dont le territoire est présent en Amazonie, fortement préoccupé par la déforestation. Cet engagement se ressent dans sa communication et dans son omniprésence sur le sujet au cours des mois d'août et de septembre 2019. Mais seulement durant ces deux mois. En effet, sa présence médiatique et son leadership international sur le sujet s'éteint dès le mois d'octobre 2019. Au vu de la mobilisation de la jeunesse, de l'engouement médiatique envers la question climatique et les questions environnementales en général, cet intérêt pour l'Amazonie en pleines négociations d'un traité de libre-échange nous apparaît comme opportuniste et de circonstance.

II. Une communication internationale pour un espace inter-étatique

La communication d'Emmanuel Macron sur l'Amazonie et l'initiative engagée pour stopper les feux de forêt ont une vocation internationale. Cet espace vivant divisé entre neuf Etats fait l'objet de concertations internationales en fin d'été 2019 au G7 de Biarritz et à l'Assemblée générale des Nations-unies. Emmanuel Macron dans sa communication invite à réfléchir à l'internationalisation de la forêt amazonienne, ce à quoi le Brésil répond sans équivoque qu'il en est hors de question. Nous analyserons cette proposition (I), puis nous verrons qu'Emmanuel Macron insiste sur une vision développementaliste dans la gestion de la forêt amazonienne en y impliquant les régions et les communautés autochtones (II).

A. Vers une internationalisation du poumon vert ?

Dans cette partie nous démontrerons qu'Emmanuel Macron engage le débat sur l'internationalisation de la forêt amazonienne et des espaces vivants en général essentiels à la Terre. Cette proposition est interprétée comme telle par le président Bolsonaro dès son premier tweet sur les incendies en Amazonie. Si son homologue français réfute cette interprétation, il n'en est pas moins qu'Emmanuel Macron développe cette idée notamment dans la conférence de presse conjointe à Sebastian Pinera. Pourtant de nombreux auteurs estiment

qu'il ne s'agit pas d'une solution et les réponses à l'encontre de cette internationalisation n'ont pas tardé à émerger.

Tout d'abord qu'est-ce que l'internationalisation au sens juridique du terme ? C'est placer sous le contrôle d'une autorité internationale un lieu, un espace. « Puisque la charte des Nations unies est basée sur le principe des contingents nationaux plutôt que sur celui d'une force internationalisée permanente, il n'existe aucune clause au sujet de cette force, » dispose la Charte des Nations-unies. Emmanuel Macron propose cependant une réflexion autour de l'internationalisation de l'Amazonie. Il dit lors de son interview sur *France 2* :

La question qui nous est tous posée : est-ce qu'on doit dire que ça ne concerne que chaque pays ou est-ce que ça nous concerne tous ? Et bien les deux à la fois. Chaque pays est concerné car c'est sa souveraineté territoriale mais compte tenu de l'enjeu et de ce que représente la forêt amazonienne nous sommes tous concernés parce que c'est un déséquilibre terrible pour la planète.

Pour certains auteurs tel que François Michel Le Tourneau l'utilisation du concept d'internationalisation est « destinée davantage à frapper les esprits et à faire pression sur le Brésil qu'à être vraiment mise en pratique »³⁰. Alors forme de provocation à l'égard de Jair Bolsonaro ou véritable réflexion à des fins climatique et mondiale ? Dans l'interview donnée à France 2, Emmanuel Macron répète à deux reprises que l'enjeu amazonien est mondial. Il dit : « compte tenu de cet enjeu, c'est le nôtre » et « mais compte tenu de l'enjeu, et de ce que représente la forêt amazonienne nous sommes tous concernés ». Le président rappelle le principe de la souveraineté territoriale présent à l'article 2 § 4 de la Charte des Nations Unies qui stipule que

Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies.

³⁰ Le Tourneau F.-M. (2020). Internationaliser l'Amazonie, une fausse solution. *Relations*. Numéro 810, Septembre–Octobre 2020, p. 29–30

Cependant ledit « enjeu », le dérèglement climatique, un problème international, apparaît dans cette interview comme pouvant surpassé ce principe fondateur du droit international. Ainsi certains auteurs expliquent que

Située dans des pays reconnus internationalement et membres de l'Organisation des Nations unies, l'Amazonie peut, plus facilement que les autres trésors, être l'objet d'une gouvernance environnementale (...) Une approche synthétique consisterait à affirmer que la question amazonienne est simultanément régionale, nationale et internationale. En effet, elle intéresse, en premier lieu, les populations y vivant, mais elle intéresse également tous les Brésiliens, partie intégrante et importante de la nation, et elle concerne de même tous les habitants de la planète, dans la mesure où elle recèle une biodiversité sans pareille. Cet ensemble d'acteurs présente cependant des différences marquantes et des visions de l'avenir différentes³¹.

Dans la courte allocution précédant le G7, Emmanuel Macron qualifie l'Amazonie de « bien commun » et appelle à la mobilisation de toutes les puissance. Alors, malgré la souveraineté étatique Emmanuel Macron n'hésite pas à hisser la protection de l'Amazonie au delà de ce principe et à lui-même demander l'aide de toutes les puissances alors que la Guyane ne représente que 1,5% de la forêt amazonienne et que les tensions entre Emmanuel Macron et son homologue brésilien sont au plus haut. Dans l'interview adressée à *Konbini*, le président de la République affirme également que l'Amazonie qui brûle est une question internationale et non uniquement brésilienne ou concernant seulement les Etats amazoniens. Selon lui, il faut une « bonne gouvernance de l'Amazonie ». « Une bonne gouvernance » apparaît comme une forme d'ingérence non pas humanitaire (autorisée par la Convention de Genève) mais comme une ingérence à certaines conditions environnementales. C'est cette forme d'ingérence dans la gestion de la forêt amazonienne qui a été à l'origine du conflit médiatique et politique entre Jair Bolsonaro et Emmanuel Macron. Ainsi la « gouvernance » a été défini par l'*IT Governance Institute* comme ayant « pour but de fournir l'orientation stratégique, de s'assurer que les objectifs sont atteints, que les risques sont

³¹ Pinheiro do Nascimento, E., de Jesus Pinto Fraxe, T. & Witkoski, A. (2014). Le débat sur l'Amazonie au Brésil. Prospective et aléas. *Communications*, 95(2), 157-178. doi:10.3917/commu.095.0157.

gérés comme il faut et que les ressources sont utilisées dans un esprit responsable. » Pour Pierre Tourev, la gouvernance

Désigne l'ensemble des mesures, des règles, des organes de décision, d'information et de surveillance qui permettent d'assurer le bon fonctionnement et le contrôle d'un Etat, d'une institution ou d'une organisation qu'elle soit publique ou privé, régionale, nationale ou internationale.³²

Avec l'utilisation du pléonasm « bonne gouvernance » pour qualifier la gestion de l'Amazonie, Emmanuel Macron va au delà de la définition de Pierre Tourev puisque la forêt amazonienne est un espace naturel séparé par des frontières étatiques, n'ayant aucun statut juridique international en tant que territoire dans son ensemble.

Il réaffirme cette proposition d'internationalisation à nouveau dans la conférence de presse conjointe à Sebastian Pinera en expliquant que « la perte du premier poumon de la planète est un problème mondial. Aucun pays ne peut dire que ça le concerne seul même si chaque pays doit être respecté dans sa souveraineté. » Il détaille ainsi sa pensée suite à la question de Paul Larouturrou, journaliste à *Quotidien* lors de cette même conférence de presse (annexe 4). Celui-ci lui demande : « A qui appartient l'Amazonie ? Le président Bolsonaro dit qu'elle est à lui, vous monsieur Macron avec la Guyane elle est en partie Française, mais qu'est-ce que vous pouvez faire très concrètement pour éteindre les incendies et pour la reforestation malgré la franche hostilité du Brésil ? » Après avoir rappelé qu'il ne faut pas schématiser la position brésilienne, que des Etats brésiliens, le peuple, l'armée sont mobilisés contre la déforestation, Emmanuel Macron dit que la reforestation doit respecter les compétences de chaque partie et la souveraineté de chaque Etat. Pourtant l'action même de vouloir reforester, de mobiliser le G7 pour une initiative, alors même que le Brésil est au coeur des feux de forêt et n'est pas présent au G7, peut être interprété comme une forme d'ingérence dans la gestion de la forêt amazonienne du Brésil. De plus, le président de la République française réplique à plusieurs reprises que certains ac-

³² Tourev P. Repéré à : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Gouvernance.htm>.

teurs proposent depuis plusieurs années l'internationalisation de l'Amazonie. « Il est vrai que des associations, des ONG, des acteurs depuis plusieurs années, et des acteurs aussi juridiques internationaux ont soulevé la question de savoir si on peut définir un statut international de l'Amazonie, » énonce t-il.

La question se pose, avoue le président lors de cette conférence de presse, « si un Etat souverain prenait de manière claire, concrète des mesures qui d'évidence s'opposent à l'intérêt de toute la planète. Et là y'a tout un travail politique et juridique à faire ». Emmanuel Macron affirme que pour des raisons environnementales et mondiales, des territoires tels que l'Amazonie ou des espaces glaciers, « des espaces qui ont un impact sur l'intégralité du monde », auraient la possibilité d'être internationalisés en cas de mauvaise gouvernance par l'Etat souverain. Cette forme d'ingérence ne s'est historiquement jamais vue.

L'Amazonie figure dans la liste du patrimoine mondiale de l'Unesco depuis 2000. Beaucoup voient dans la forêt amazonienne un bien international. Cependant beaucoup s'accordent également à dire que l'internationalisation de la forêt est une « fausse solution », pour reprendre les termes de François-Michel Le Tourneau. Pour Pinheiro do Nascimento, de Jesus Pinto Fraxe et Carlos Witkoski la question amazonienne reste définitivement et purement brésilienne. Ils écrivent :

La question amazonienne n'est pas purement régionale, puisque les facteurs de son développement ont toujours été ancrés dans l'espace externe. Elle n'est pas non plus purement internationale – en supposant que le mauvais usage de ses ressources naturelles puisse affecter tous les habitants de la planète (...) La question amazonienne est une question nationale. Au bout du compte, la région fait partie d'une nation, destituée, elle, de son autonomie. C'est un point de vue qui n'exclut pas la dimension régionale et qui ne nie pas la dimension internationale, mais il qualifie l'une et l'autre, étant donné qu'elles sont subordonnées à une sphère de souveraineté, régie par une démocratie. La première (souveraineté) n'existe pas au sein de cet espace régional, et la seconde (démocratie) est inexistante au sein de l'espace mondial. (...) Et il revient donc in fine à la nation brésilienne, « dans son intérêt propre et celui de

toute l'humanité, de mettre l'Amazonie sur une voie de développement durable et d'inclusion sociale »³³.

Cette vision est partagée par François-Michel Le Tourneau qui écrit notamment que

Si le principe peut séduire, décider du moment opportun de son application est une question très épineuse. Or, c'est bien la question qui se poserait en Amazonie : comment caractériser l'urgence ? Les incendies en Amazonie étaient-ils plus ou moins graves que ceux de Californie ou d'Australie? On dira que c'est la politique du gouvernement Bolsonaro qui est en cause, mais quid alors de celle de Donald Trump ou du gouvernement australien? Il sera bien difficile d'établir un argumentaire objectif sur le sujet et d'éviter la tentation d'internationaliser tous les cas similaires.³⁴

En 2004 déjà, au cours d'un débat dans une université des Etats-Unis, l'ex-ministre brésilien de l'éducation, Cristovam Buarque répondait avec humour par une argumentation similaire :

Si l'Amazonie, du point de vue d'une éthique humaniste, doit être internationalisée, internationalisons aussi les réserves de pétrole du monde entier. Le pétrole est aussi important pour le bien-être de l'humanité que l'Amazonie pour notre futur. Malgré cela, les propriétaires des réserves se sentent le droit d'augmenter ou de diminuer l'extraction du pétrole et de faire monter ou non son prix.³⁵

Il proposait également que soit internationaliser les grands musées du monde qui témoignent du « génie humain. Au vu de ces arguments contraires à l'internationalisation de l'Amazonie et aux difficultés juridiques qu'elle entraînerait, la communication d'Emmanuel Macron peut paraître plus provocatrice qu'engageant un réel débat. Pourtant, il laisse la question ouverte aux discussions et annonce que « ce n'est pas aujourd'hui que nous prenons ce chemin. C'est un su-

³³ Sachs, Ignacy (2008), *Caminhos para o desenvolvimento sustentável*, Rio de Janeiro, Garamond, 3e éd. – 2008b, *Amazônia : Laboratório das biocivilizações do futuro*. Repéré à : <http://www.diplomatique.org.br/acervo.php?id=2793>.

³⁴ Le Tourneau F-M. (2020). Internationaliser l'Amazonie, une fausse solution. *Relations*. Numéro 810, Septembre–Octobre 2020, p. 29–30.

³⁵ Repéré à : <http://www.alterinfos.org/spip.php?article1096>.

jet qui reste ouvert et un sujet qui continuera à prospérer dans les prochaines années. »

Pour conclure sur cette partie, nous pouvons joindre à l'internationalisation de l'Amazonie la question des droits de la Nature. Si l'Amazonie était internationalisée, aurait-elle un statut juridique propre ? C'est ce qu'a consacré la Cour suprême colombienne le 5 avril 2018 concernant la forêt amazonienne colombienne. Elle l'a reconnue comme « sujet de droit », exprimant que « le droit fondamental à la vie, la santé, à la satisfaction des nécessités de base, à la liberté et à la dignité humaine est étroitement lié à l'environnement et aux écosystèmes »³⁶.

³⁶ Cour constitutionnelle de la République colombienne. Sentencias Amazonas Colombiano-PIVAC. Sentencia 4360/2018.

B. La communication d'une vision développementaliste

Nous verrons dans cette partie qu'Emmanuel Macron, en plus d'exprimer une vision internationale de l'Amazonie que ce soit de manière juridique ou de par sa communication et ses actions en faveur de l'Amazonie, soutient une vision développementaliste pour l'Amazonie. Le développement doit être durable et respectueux de l'Amazonie pour le président de la République, il doit également intégrer toutes les communautés dans sa gestion. Communiquer de cette manière sur un territoire vivant, à haute valeur écologique, reflète une vision plus globalement libérale de la France dans laquelle le développement est une condition *sine qua none* à la protection de cet espace naturel.

Dans toute sa communication, Emmanuel Macron privilégie une vision développementaliste contrairement à une vision environnementaliste jamais privilégiée pour la gestion de l'Amazonie selon Pinheiro do Nascimento, de Jesus Pinto Fraxe et Carlos Witkoski. Ces auteurs qui se sont attachés à analyser quelles visions ont été adoptées par le Brésil pour l'Amazonie, expliquent que « le développementalisme, dans ses diverses acceptions, a toujours maintenu son hégémonie dans la sphère publique »³⁷. Selon ces auteurs, le développement durable, « célèbre oxymore d'après les adeptes de la décroissance »³⁸ est la face moderne du développementalisme³⁹. En comparant trois visions publiques et privées appliquées au Brésil, toutes les trois fondées sur le principe du dévelop-

³⁷ Pinheiro do Nascimento, E., de Jesus Pinto Fraxe, T. & Witkoski, A. (2014). Le débat sur l'Amazonie au Brésil. Prospective et aléas. *Communications*, 95(2), 157-178. doi:10.3917/commu.095.0157.

³⁸ Latouche S. (2006). *Le Pari de la décroissance*. Paris. Fayard.

³⁹ Pinheiro do Nascimento, E., de Jesus Pinto Fraxe, T. & Witkoski, A. (2014). Le débat sur l'Amazonie au Brésil. Prospective et aléas. *Communications*, 95(2), 157-178. doi:10.3917/commu.095.0157.

pement durable, ils observent que malgré ce principe, les différents plans de gestion « durable » de l'Amazonie ne se matérialisent pas,

La déforestation continue, elle augmente même : quoique les déboisements en 2013 aient été les moins importants depuis 1988, elle a augmenté de 28 % par rapport à 2012. L'envergure de la proclamation de l'importance de l'Amazonie pour l'avenir de la nation est inversement proportionnelle à la médiocrité des mesures adoptées.⁴⁰

Ils observent également des similitudes dans ces trois visions : le rôle de l'Etat dans la planification de l'action, le rôle de l'innovation technologique et l'exploitation de la biodiversité.

Du côté français, Emmanuel Macron adopte lui aussi cette logique développementaliste, il souhaite notamment « aider à développer l'agro-écologie, c'est-à-dire : tout ce qui permet de créer une activité économique et étant respectueux de la planète. Avec les gouvernements mais aussi avec les régions et avec les peuples autochtones » (annexe 2). Premièrement, il insiste particulièrement et à différentes reprises dans ses interviews et ses discours, sur le rôle qu'ont les peuples autochtones dans la gouvernance de la forêt. Pour Emmanuel Macron, il semble que la gestion de l'Amazonie ne peut se passer des peuples autochtones dont les droits, territoires et modes de vie sont bafoués par le Brésil et les Etats amazoniens depuis des décennies. En effet, de nombreuses parcelles de territoire qui leur ont été juridiquement attribuées sont brûlées puis exploitées par les grands exploitants agricoles brésiliens. Pourtant, sous le gouvernement du président brésilien Lula le « Plan Amazonie durable », adopté par l'intermédiaire de la ministre de l'écologie Marina Silva, proclamait « le respect de l'autonomie indienne, des cosmovisions des Indiens et du choix qui leur revient exclusivement de leur mode de vie. »⁴¹ En insistant sur le rôle des Autochtones, Emmanuel Macron présente la France comme un territoire qui respecte les droits des populations autochtones françaises. À la conférence de l'ONU sur la préservation

⁴⁰ *Ibid.*

⁴¹ *Ibid.*

vation de la forêt amazonienne, la présence du président du Grand conseil coutumier de Guyane, Sylvio Van Der Pijl, montre cette volonté d'intégrer les peuples amazoniens et leurs visions, aux décisions concernant la forêt amazonienne. En effet, le rapport à la nature des Autochtones est bien différent de celui des Occidentaux. Pour eux, les Hommes et la nature forment un tout, il n'existe pas de dichotomie fortement marquée comme en Occident entre nature et culture. Les Autochtones n'ont d'ailleurs pas de terme pour désigner la « nature ». Cette dichotomie a été mise en évidence par Pierre et Françoise Grenand. Ces auteurs ont expliqué que ce qui motivait la plupart des Occidentaux à protéger la planète était la valeur intrinsèque de la nature, son essence, sa beauté. Ce qui a longtemps motivé la défense de la nature pour les Amérindiens c'est leur dépendance à celle-ci, ils ont besoin d'elle qui les fait vivre matériellement et spirituellement. Ils se sont toujours considérés comme un élément de la nature et non comme un élément à part, comme cela a été le cas en Occident pendant plusieurs siècles et encore aujourd'hui.

Cependant, malgré la volonté de faire participer les populations autochtones à la démocratie et à la bonne gestion de forêt amazonienne en France, celles-ci sont désœuvrées face à l'abandon de l'Etat à leur égard : taux de suicide très important notamment chez les jeunes, intoxication au mercure dû à l'orpaillage illégal, manque de soins, perte d'identité face à l'occidentalisation de leur mode de vie, taux d'alcoolisme très élevé etc. Les Autochtones, qui avec les associations environnementales ont fortement lutté contre le projet Montagne d'or et à ce titre se sont rendus visibles sur la scène médiatique, se sentent peu écoutés. Il semble que ce que le président souhaite voir se mettre en place au niveau mondial pour la gestion de l'Amazonie n'a pas d'écho, ni d'assise sur le territoire français. Emmanuel Macron ne peut pas s'appuyer sur des exemples guyanais pour illustrer ses idées.

Deuxièmement, nous voyons donc qu'Emmanuel Macron rattache la gestion de la forêt amazonienne à une activité économique, au développement des terri-

toires amazoniens comme il l'a toujours été le cas au Brésil mais aussi en Guyane française. Dans sa communication Emmanuel Macron ne cite souvent qu'une forme d'activité durable, celle de l'agro-écologie qui consiste selon le ministre de l'agriculture en

Une façon de concevoir des systèmes de production qui s'appuient sur les fonctionnalités offertes par les écosystèmes. Elle les amplifie tout en visant à diminuer les pressions sur l'environnement (ex : réduire les émissions de gaz à effet de serre, limiter le recours aux produits phytosanitaires) et à préserver les ressources naturelles. Il s'agit d'utiliser au maximum la nature comme facteur de production en maintenant ses capacités de renouvellement. Elle implique le recours à un ensemble de techniques qui considèrent l'exploitation agricole dans son ensemble. C'est grâce à cette approche systémique que les résultats techniques et économiques peuvent être maintenus ou améliorés tout en améliorant les performances environnementales. L'agroécologie réintroduit de la diversité dans les systèmes de production agricole et restaure une mosaïque paysagère diversifiée (ex : diversification des cultures et allongement des rotations, implantation d'infrastructures agroécologiques...) et le rôle de la biodiversité comme facteur de production est renforcé, voire restauré⁴².

En citant l'agro-écologie, donc une forme d'agriculture qui respecte la nature, Emmanuel Macron tâche d'affirmer qu'une agriculture durable en milieu amazonien est possible. Il s'adresse au Brésil et communique sur l'actualité des feux de forêt. Mais de nombreuses autres activités économiques sont possibles en Amazonie. L'association *Or de question*, dans son document « Oui aux filières d'avenir », a par exemple identifié l'herboristerie, l'écotourisme ou les métiers autour de la biomasse pour développer le territoire guyanais. Ces activités sont aussi applicables à toute l'Amazonie.

En n'évoquant que l'agroécologie, le président omet toutes ces activités qui pourraient avoir de la résonance dans l'imaginaire collectif et un effet performant. En Guyane, l'agro-écologie est d'ailleurs peu développée. La production agricole est essentiellement composée des potagers individuels, des produits im-

⁴² <https://agriculture.gouv.fr/quest-ce-que-lagroecologie>.

BIODIVERSITÉ ET EMPLOI EN GUYANE !

POURQUOI IL FAUT DIRE OUI AUX FILIÈRES D'EMPLOIS D'AVENIR

Quelques propositions...

1 - Agriculture, horticulture, agroforesterie, permaculture, apiculture...
La Guyane a la chance exceptionnelle de posséder une terre encore assez peu polluée par les intrants chimiques et permettant le développement d'une agriculture et d'une apiculture de qualité. Des initiatives dans le domaine de l'agro-écologie, agroforesterie, horticulture, agriculture traditionnelle, permaculture, agriculture Bio, doivent être encouragées. Cultes-çi pourraient fournir aux populations guyanaises (essentiel de leur alimentation, une alimentation locale, de qualité, et respectueuse de l'environnement tout en permettant un développement humain harmonieux. Ceci nécessite une ripartition équilibrée du foncier en Guyane associée à une réforme agraire.
Agriculteurs, horticulteurs, agroforestiers, permaculteurs, agro-transformateurs, ingénieurs agronomes...

2 - Pêche soutenable
La pêche en Guyane est un secteur trop peu développé où Agri et à la ressource importants dont elle dispose. La ressource halieutique qu'elle soit marine ou fluviale est riche et mériterait un secteur mieux structuré et plus valorisé localement. Nombreux sont les pays et départements à nous envier cette richesse, et qui bien souvent viennent l'exploiter sur nos côtes. Le corridor doit être renforcé dans ce domaine.
Pêcheurs, transformateurs, vendeurs, restaurateurs locaux, opérateurs locaux, formateurs...

3 - Élevage, aquaculture et fermes pédagogiques
En élevant des animaux de la faune sauvage (cochons, poissons, insectes, hiboux, pécaris, guanes...), on pourrait valoriser la biodiversité, sans lui porter atteinte, tout en alimentant des filières alimentaires et produits dérivés (cours, plumes, bijoux...). Cette valorisation peut associer plusieurs métiers (vente de viande, de la boucherie, du tourisme, de l'artisanat...).
Éleveurs agricoles, usagers, restaurateurs, transformateurs, artisans, vendeurs

4 - Alimentation et Gastronomie
La restauration à partir des produits locaux, peut développer des filières économiques, tout en valorisant les ressources locales, notamment en approvisionnant des cantines scolaires et d'entreprises. Associer la diététique avec l'utilisation des produits locaux peut diminuer l'importation, et ainsi le coût environnemental et monétaire tout en améliorant la santé humaine.
Producteurs, hôteliers, éleveurs, pêcheurs, grossistes, distributeurs, cuisiniers...

5 - Produits forestiers non ligneux
De nombreux produits forestiers (cœurs de palmiers, wassay, comou, patawa, fruits, graines, résines, fibres végétales...) sont non exploités en Guyane. Pourtant, certains d'entre eux, donnent lieu à un commerce international lucratif, au Brésil par ex. Le développement de ces ressources forestières, en organisant un circuit, de la collecte à la transformation, permettrait de créer des emplois tout en valorisant les ressources locales.
Exploitants des produits forestiers non ligneux, collecteurs, cueilleurs, horticulteurs, transformateurs...

6 - Métiers du bois
L'utilisation du bois, si elle est faite de manière durable avec un plan de gestion de la forêt, peut apporter des débouchés économiques (mobilité pour les écoles, administrations, magasins, ...), tout en permettant son renouvellement. Un label permet de certifier l'exploitation durable de la forêt.
Agents forestiers, prospecteurs, vireurs, grumiers, charbonniers, sculpteurs, artisans, menuisiers, charpentiers...

7 - Eau potable
D'ici 2050, la demande en eau devrait augmenter de 55% au niveau mondial. Or, la Guyane est un des premiers pays riches en eau potable. La valorisation de l'eau de source en bouteille pourrait être un des secteurs porteurs des années à venir, si la pollution environnementale ne vient pas impacter cette ressource si précieuse.

9 - Biomasse
Les déchets liés à l'exploitation forestière et à l'agriculture peuvent être récupérés pour faire de la biomasse qui génère de l'énergie dans des centrales spatiales.
Collecteurs, transporteurs, coupeurs, fabricants de plaques, ...

10 - Éducation
L'éducation des enfants doit être repensée avec des concepts non violents, d'empathie, d'entraide et de respect de l'autre, se substituant à la compétition inculquée dès le plus jeune âge. Les langues régionales et les savoirs traditionnels doivent être valorisés, renforçant l'identité et la dignité de la société pluri-culturelle guyanaise.
Éducateurs, médiateurs culturels, enseignants, professeurs...

11 - Éducation à l'environnement
« Qui connaît bien protège bien ! » : L'éducation à l'environnement est un domaine encore trop peu développé. Pour contrebalancer la perte de nos connaissances locales, il faut construire une « Université de la forêt » basée sur la transmission des savoirs traditionnels, des jardins d'écoles, des classes vertes, un aquarium, un herbarium, un planétarium, des musées des cultures et arts amérindiens, busi kondo sama, arts du carnaval...
Animateurs, professeurs, médiateurs, guides, artisans de livre, concepteurs web, médiateurs scientifique...

12 - Enseignement et Recherche
La connaissance et la valorisation de la biodiversité sont peu enseignées à l'université. Cette thématique pourrait représenter un pôle encore plus attractif au niveau international avec des stages en immersion, un forêt tropicale. Des centaines de chercheurs et d'étudiants étrangers pourraient venir se former.
Professeurs, chercheurs, techniciens, animateurs de terrain, logisticiens, sites d'accueil, guides...

13 - Biomimétisme
Processus d'innovation qui s'inspire des formes, matières, propriétés et fonctions du vivant (ex le velcro ou scratch / pelles de fourmis), c'est une voie nouvelle de recherche qui pourrait aboutir à un développement durable et intégré qu'il faut lancer en Guyane.
Chercheurs, ingénieurs, industriels, techniciens, designers...

14 - Cosmétique et parfumerie
Ce sont des domaines très lucratifs, où la France excelle au niveau mondial. Ici, ces filières stagnent malgré plusieurs initiatives locales. Notre forêt est riche en senteurs et produits naturels, qui pourraient être valorisés avec l'extraction d'huiles essentielles, la confection de parfums, crèmes de soin, savons, huiles végétales, etc.
Collecteurs, parfumeurs, distillateurs, agriculteurs, transformateurs, laborantins, entrepreneurs, vendeurs...

15 - Herboristerie, phytothérapie et aromathérapie
La valorisation et la transformation des plantes médicinales en tisanes, macérats, huiles, alcoolatures, pourraient fournir des produits naturels de qualité à forte valeur ajoutée. Cette démarche serait favorable non seulement à l'économie locale, mais aussi à la santé des Guyanais et à l'exportation à l'international.
Collecteurs, récolteurs, agriculteurs, transformateurs, vendeurs, entrepreneurs

16 - Santé
En Guyane, l'accès aux soins reste difficile et le nombre de praticiens est très insuffisant pour une couverture sanitaire efficace. Ce secteur doit être encouragé. Une collaboration entre biomédecine et médecines traditionnelles doit également être développée, permettant l'alliance entre médecine et tradition, pour le bien-être des populations.
Médecins, infirmiers, ambulanciers, aide à la mobilité, accoucheur de rue sociale, médecine traditionnelle reconnue...

OR DE QUESTION!

CONTRE LA MEGA-INDUSTRIE MINIERE EN GUYANE

Pourquoi il faut dire oui aux filières d'emploi d'avenir, collectif Or de Question

portés du Brésil et du Suriname ainsi que des cultures de la population Hmong à Cacao, cultivés avec beaucoup de pesticides.

Ainsi sur le territoire français amazonien, l'activité économique est au ralenti, le taux de chômage atteint 32% pour les actifs de 15 à 29 ans. Même s'il a diminué entre 2017 et 2018 (de 22% à 19%) pour la population active entière, le chômage reste nettement plus élevé que dans l'Hexagone (9%)⁴³. Développer une activité respectueuse de la forêt amazonienne comme le préconise Emmanuel Macron s'applique donc aussi au territoire français. Cependant, ce sont les grands projets miniers et industriels (barrage de Petit-Saut, centre aérospatial) qui sont favorisés au détriment de petites à moyennes activités respectueuses de l'environnement. Le président de la République ne peut ici aussi pas appuyer sa communication avec des exemples guyanais précis puisqu'ils n'existent pas.

Toute comme la vision brésilienne, le développement, les avancées scientifiques, priment sur toute autres formes de gestion chez Emmanuel Macron. La sanctuarisation par exemple, qui vise à ne pas toucher à la nature, à empêcher

⁴³ <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3975327>.

toute activité humaine (qui a forcément un impact sur l'environnement même minimum soit-il), n'est jamais abordée. Elle existe pourtant de fait avec l'existence du Parc amazonien de Guyane et la zone d'accès réglementée où seuls les peuples autochtones sont autorisés à y vivre. Cette distinction entre développement durable et sanctuarisation de certains espaces vivants, est présente chez Arne Naess, le fondateur de la *deep ecology*, ou *écologie profonde*. Cette vision saisit le problème à la racine et reconnaît une valeur intrinsèque à la nature tandis que l'écologie superficielle, s'en remet au marché, à la confiance dans l'évolution technique et la science. C'est celle que nous menons actuellement avec des bateaux pour récupérer les déchets par exemple. La science et la réparation des préjudices causés à la nature priment sur le changement de nos modes de consommation, la transformation de nos modes de vie qui sont le problème à la base de la sur-exploitation de notre environnement⁴⁴.

Tout comme la « bonne gouvernance », Emmanuel Macron prône les « bonnes activités » dans sa courte allocution précédant le sommet du G7. Il dit : « ensuite pour investir dans la reforestation partout et pour permettre aux peuples autochtones, aux ONG, aux habitants, de développer les bonnes activités en préservant cette forêt. » Cette expression vague désigne des activités économiques, synonyme de développement. Nous voyons donc encore dans cette expression que le président mise sur le développement durable en Amazonie, là où il n'existe pas sur le territoire français.

Enfin, Emmanuel Macron ne fait pas référence à la « bonne gouvernance » de l'Amazonie, ni aux Autochtones, ni aux « bonnes activités » sur les réseaux sociaux. Nous avons en effet vu qu'il communiquait sur les réseaux sociaux sur l'internationalisation du problème amazonien ainsi que sur ses actions et celles engagées pour sauver l'Amazonie. La gestion de l'Amazonie est elle, réservée aux discours de fond. Ceci montre que la priorité d'Emmanuel Macron est de com-

⁴⁴ Flipo F. (2009). La deep ecology, un intégrisme menaçant ou un libéralisme non-moderne ? Lecture de Ecologie, communauté et style de vie d'Arne Naess. Sens public, 2010/08. Repéré à http://www.sens-public.org/article.php3?id_article=761.

munique sur l'Amazonie en tant que sujet mondial ainsi que sur ses propres actions et ses initiatives en faveur de la forêt amazonienne.

Etudions dans notre dernière partie la communication sur l'Amazonie de deux autres formes d'acteurs. Les premiers font écho à la communication du président de la République et les seconds, les associations environnementales, tentent de contredire la communication du président qui se voulait fin d'été 2019, le moteur des initiatives en faveur de l'Amazonie.

III. La communication des autres acteurs

Nous avons choisi d'étudier dans cette dernière partie la communication sur l'Amazonie depuis l'été 2019 de deux autres types d'acteurs : l'exécutif et les associations. Concernant l'exécutif nous avons sélectionné les ministères des Outre-mer et de la transition écologique, ainsi que les personnalités locales qui ont signé une tribune au Journal du Dimanche réclamant un fonds international pour l'Amazonie. Nous nous sommes particulièrement aidés de la « recherche avancée » sur Twitter pour guider nos observations et analyser les mots clés repris ou non par ces acteurs de l'exécutif. Cette partie vise donc à démontrer que la communication du président de la République a été suivie par les ministères et les pouvoirs locaux en Guyane au cours de l'été 2019 (A).

Il s'agit également de montrer que derrière l'élan de mobilisation d'Emmanuel Macron contre les feux de forêt qui s'est manifesté en août et septembre 2019, les associations continuent leur campagne contre la déforestation en Amazonie (B). Cette communication s'appuie sur les discours d'Emmanuel Macron et vise son inaction. Nous avons choisi de nous focaliser sur l'association Greenpeace, qui le 24 juillet 2020 a entamé une campagne contre la personnalité d'Emmanuel Macron et dont la communication reprend les propos étudiés dans les deux parties précédentes.

A. Pouvoirs locaux et ministères : les échos à la communication du président de la république

Nous nous attacherons dans un premier temps à analyser la tribune dans le Journal du Dimanche (JDD) qui constitue un soutien à la communication d'Emmanuel Macron sur l'Amazonie. Puis nous étudierons la communication sur Twitter afin de voir l'impact de la communication présidentielle sur les comptes des ministères, ministres et des acteurs locaux en Guyane.

1. Une communication macronienne

La tribune dans le JDD (annexe 9) a été signée par l'ancienne ministre des Outre-mer, Annick Girardin, par Rodolphe Alexandre, président de la Collectivité territoriale de Guyane, Lénaïck Adam, député de Guyane, Antoine Karam et Georges Patient, sénateurs de Guyane. Sylvio Van Der Pijl, président du grand conseil coutumier des populations amérindiennes et bushinengués, a choisi de se retirer *a posteriori* de la tribune indiquant le JDD. De plus, le député Gabriel Serville n'a pas signé la tribune. Il est le fondateur du parti de gauche Péyi Guyane, dont le slogan *Panga*, est l'acronyme de Partageons l'AveNir pour une Guyane Amazonienne. L'homme politique s'est montré en défaveur du projet Montagne d'or, et soutenu par soixante-six députés il avait déposé une proposition de loi contre l'utilisation du cyanure en France, substance chimique qui sert à extraire l'or. Nous observons que cette tribune est organisée de la même manière que ce mémoire. La première partie s'intitule en effet : « L'Amazonie, enjeu transfrontalier » tandis que la seconde partie est consacrée à la protection de la forêt amazonienne comme « opportunité de développement. » Ces deux titres rappellent quels sont les grands enjeux autour de la protection de l'Amazonie pour un Etat tel que la France.

La tribune est aussi rédigée à la manière des discours et de l'argumentation d'Emmanuel Macron. Elle débute par le rappel de la présence de l'Amazonie en France par le biais de la Guyane et par quelques chiffres sur la déforestation et une comparaison avec un territoire des Outre-mer, la Réunion, pour imaginer la superficie de ce que représente cette déforestation au cours du mois de juillet 2019. Puis, la tribune fait primer le rôle de la forêt en tant que puits de carbone sur la présence d'une extraordinaire biodiversité en citant ce rôle en premier. Cette distribution hiérarchique est la même que chez Emmanuel Macron.

Dans cette tribune sont aussi présents les termes « bien commun de l'humanité » qui rappelle la volonté d'Emmanuel Macron d'internationaliser la question amazonienne. Cependant, cette expression est plus neutre. Cette internationalisation est également mentionnée plus loin lorsque la tribune dispose que « cette forêt dépasse les frontières traditionnelles, elle est la panacée d'un cap écologique mondial (...) Il s'agit de la survie de notre équilibre planétaire mais aussi de nos sociétés. »

En écho à la communication d'Emmanuel Macron, nous retrouvons la forte mise en avant des peuples autochtones dans cette tribune. « Nous souhaitons leur apporter tout notre soutien » est-il écrit. Pourtant, les Autochtones, ou peuples premiers, sont quasiment invisibles sur la scène politique et médiatique guyanaise (sauf dans le cas des revendications contre la Montagne d'or). Ce soutien n'a pas de réalité sur le territoire guyanais comme nous l'avons démontré plus haut et certains élus locaux font preuves de mépris à l'égard de ces communautés. Les organisations autochtones condamnent notamment et régulièrement les propos du président de la Collectivité territoriale de Guyane. En mars 2018 par exemple, les organisations autochtones jugeaient ses propos « paternalistes et stigmatisants »⁴⁵. « Aujourd'hui ce sont les écologistes qui décident pour la

⁴⁵ Ferrarini H. (2018, 28 mars). *Le ton monte entre Rodolphe Alexandre et les organisations autochtones*. Guyaweb. Repéré à :<https://www.guyaweb.com/actualites/monte-entre-rodolphe-alexandre-organisations-autochtones/>

Guyane. Ils sont allés chercher des Amérindiens pour dire que la question minière était amérindienne, » avait commenté Rodolphe Alexandre.

Aussi, les auteurs de cette tribune souhaitent que la protection de la forêt amazonienne se fasse en concertation des différents acteurs étatiques et sur le terrain. Cette tribune est donc un soutien fort à la communication du président de la République. Elle revient sur les différents points abordés par lui et est en accord avec la vision présidentielle. Cependant, des élus locaux sont à l'origine de cette tribune, des éléments guyanais sont donc à analyser.

A la différence d'Emmanuel Macron qui n'a jamais affirmé que la forêt guyanaise était préservée, qui avoue même dans l'interview donnée à *France 2* que la gestion de la forêt n'est pas parfaite en France, les auteurs et l'auteure de la tribune écrivent « préserver, comme nous le faisons en Guyane. » Pourtant, les élus locaux particulièrement, ont toujours mis en avant leur volonté de voir éclore des projets qui portent atteinte à la forêt, notamment des exploitations aurifères dont les impacts sur l'environnement sont non négligeables⁴⁶. Ici encore nous observons une forme d'hypocrisie voire de mensonge dans les discours des politiques sur la forêt amazonienne, où ce qui est reproché au Brésil est aussi pratiqué en France même si à moindre échelle.

Enfin, une autre différence avec la communication d'Emmanuel Macron est le rapprochement de la question du développement durable du Brésil avec celui du développement de la Guyane. Les auteurs écrivent en effet : « les pépinières d'espèces endogènes seraient aussi celles d'activités nouvelles pour des territoires où les populations manquent de perspectives de développement. » Le président de la République n'a que très peu évoqué des perspectives différentes de développement et n'a jamais rattaché la question à la Guyane. Si ici, le développement est toujours vu à l'aune de la forêt, il a le mérite de donner d'autres perspectives que l'unique « agro-écologie ».

⁴⁶ Guyane la Première. (2018, 11 avril). [#projetmontagned'or: Rodolphe Alexandre soutient la filière aurifère en Guyane](https://www.youtube.com/watch?v=a_AIC2_S_Lo). Repéré à : https://www.youtube.com/watch?v=a_AIC2_S_Lo.

2. Les réseaux sociaux

La communication sur Twitter est assez pauvre. Nous avons cherché à savoir si les signataires de la tribune, François de Rugy (ancien ministre de la Transition écologique), les ministères des Outre-mer et de la Transition écologique, ainsi que Gabriel Serville communiquent et/ou ont communiqué sur les feux de forêt et sur l'Amazonie en général. Premièrement, le hashtag #ActForTheAmazon (créé par la communication d'Emmanuel Macron) n'a été utilisé que par François de Rugy et le ministère de la transition écologique, alors même qu'il est repris par de nombreux internautes et par des associations en défaveur de la politique macronienne. A titre d'indications, le ministère de la transition écologique a utilisé le hashtag à deux reprises, le premier avec un GIF sur la déforestation et le second avec une vidéo sur la perte de la biodiversité et le rôle du G7 avec des interventions de Brune Poirson et d'Emmanuelle Wargon.



Tweet de François de Rugy, capture d'écran

Mis à part le relai de la tribune, ni Rodolphe Alexandre, ni Lénaïck Adam, ni Georges Patient n'ont fait état sur leurs comptes Twitter des incendies au Brésil, ce qui n'est pas le cas pour Anick Girardin, Antoine Karam et Gabriel Serville. Rodolphe Alexandre n'a par exemple utilisé le mot « Amazonie » qu'à deux reprises sur son compte Twitter en 2013 et 2015 et jamais le mot « feux ». Il communique sur le sujet davantage sur Facebook, où au moins deux posts l'ont présenté à l'ONU aux côtés d'Emmanuel Macron. George Patient a quant à lui repu-

blié un article du Parisien⁴⁷ titré « Amazonie : la France est-elle bien placée pour faire la leçon au Brésil ? » qui va à l'encontre de son soutien à la politique d'Emmanuel Macron affiché dans la tribune.

L'absence de reprise du hashtag, d'une communication cohérente et solide autre que dans la tribune du JDD, démontrent un manque de cohésion qui traduit très certainement l'intérêt soudain du président de la République pour l'Amazonie et qui ne correspond pas à la vision développementaliste des élus locaux et de l'Etat.



Georges Patient  @GeorgesPatient · 19 sept. 2019

.@GabrielServille «écosuicidaire» de vouloir faire de l'#Amazonie guyanaise un sanctuaire. Puits de développement durable elle doit continuer à vivre/faire vivre, sous notre responsabilité et dans le meilleur intérêt de nos populations. @EmmanuelMacron @RpheAlexandre @le_Parisien

 4

 6

 10



⁴⁷ Berrod N, de Livonnière S et Alexandre V. (2019, 26 août). *Amazonie : la France est-elle bien placée pour faire la leçon au Brésil ?*. Le Parisien. <https://www.leparisien.fr/environnement/amazonie-la-france-est-elle-bien-placee-pour-faire-la-lecon-au-bresil-26-08-2019-8139561.php>.

B. La communication des associations

Pour cette dernière partie nous avons choisi de travailler sur la communication des associations selon lesquelles l'inaction du président de la République sur la protection de la forêt amazonienne est criblante et ne correspond pas à la communication et aux promesses de 2019. Nous avons sélectionné une association tout particulièrement, Greenpeace France, qui a organisé une grande campagne contre la politique d'Emmanuel Macron du 24 juillet au 10 septembre 2020. Cette campagne est d'autant plus intéressante pour ce mémoire qu'elle vise Emmanuel Macron en personne et non le gouvernement ou l'Etat. Car en effet, elle reprend les propos et la communication d'Emmanuel Macron de la fin d'été 2019 et découd ses promesses.



Tweet d'Emmanuel Macron, capture d'écran

1. L'organisation de la campagne

Cette campagne s'est organisée autour de cinq temps. Le premier est celui qui a débuté sur les réseaux sociaux le 24 juillet et qui renvoie au site internet de Greenpeace pour signer une pétition contre l'importation du soja issu de la déforestation et qui s'intitule « Déforestation : stop au massacre »⁴⁸. Au 30 septembre la pétition compte 133 625 signatures. Elle est accompagnée sur Twitter d'un visuel montrant la forêt en feu sur laquelle est inscrit « J'agis. » (annexe 10.A) en noir sur fond jaune. Jusqu'au 20 août Greenpeace France retweete et publie sur son site internet des articles de presse sur les feux en Amazonie, critique le non respect de la « SNDI », la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée, critique également la politique d'Emmanuel Macron et critique sa communication faite selon l'association de promesses non tenues. Le 20 août intervient le deuxième temps de la campagne avec le « Jeudi photo » et le « Agissez avec nous ». Les internautes étaient invités à reposer les photos de l'Amazonie avec des tweets personnalisés. Un kit de communication était mis à leur disposition⁴⁹. Greenpeace leur proposait également d'agir sur une autre page en ligne en réduisant leur consommation de viande, en interpellant ses responsables politiques, en s'informant et en informant ses proches ou en soutenant Greenpeace⁵⁰.

Le 27 août, les bénévoles se mobilisaient dans neuf villes de France devant les préfetures et autres établissements publics pour dénoncer à l'aide de fumigènes rouges et noirs et de grandes banderoles « Amazonie en feu, Macron toujours complice », l'inaction d'Emmanuel Macron. Certains bénévoles portaient des masques à l'effigie d'Emmanuel Macron et se sont mis en scène dans des positions passives pour signifier le manque d'action du président. Cette phase de la campagne s'accompagne d'un nouveau visuel représentant Emmanuel

⁴⁸ <https://www.greenpeace.fr/petition-deforestation/>.

⁴⁹ <https://www.greenpeace.fr/amazonie-jeudi-photo/>.

⁵⁰ <https://www.greenpeace.fr/agir-amazonie/>.

Macron en noir et blanc sur fond de la forêt en feu, avec toujours sur fond jaune écrit en noir, le mot « complice ! » (annexe 10.B).



Capture d'écran du compte Twitter de @greenpeacefr. Ici, action à Nice.

Pour la quatrième phase de la campagne, les activistes (et non les militants) qui participent aux actions juridiquement et physiquement plus dangereuses, sont allés bloquer l'entrée de l'Élysée avec un camion de pompier. L'action plus spectaculaire, avait les mêmes objectifs que celles réalisées par les militants.



Action de Greenpeace devant l'Elysée, capture d'écran du compte Twitter de @greenpeacefr

Le cinquième temps a consisté à adresser à Emmanuel Macron, le 16 septembre 2020, une lettre ouverte pour qu'il abandonne l'accord de libre échange entre les pays de l'Union européenne et les pays du Mercosur⁵¹. Cette lettre a été signée par trente-neuf personnalités politiques et associatives.

2. La communication d'Emmanuel Macron : cible de la campagne de Greenpeace France

Nous l'avons vu Greenpeace a ciblé la personnalité d'Emmanuel Macron pour sa campagne 2020 sur les feux de forêt en Amazonie. Avoir pris pour sujet le président de la République n'est pas étonnant de la part de l'association, étant donné toute la communication vue préalablement et développée par Emmanuel Macron au cours de la fin d'été 2019 et le style de campagne de Greenpeace. L'association a en effet tendance à attaquer des acteurs précis tel que Total, sur le principe du *Name and Shame*, ce qui donne plus d'impact aux campagnes et les rend également plus provocatrices.

⁵¹ <https://www.greenpeace.fr/lettre-ouverte-mercotur/>.



Compte Twitter de @greenpeacefr, capture d'écran

Ainsi, le premier tweet de la nouvelle campagne de Greenpeace n'interpelle pas directement Emmanuel Macron mais le gouvernement. Il faut attendre le tweet du 27 juillet (ci-dessus) pour que toute la campagne ait pour cible ce que Greenpeace considère comme de l'inaction et des promesses non tenues de la part du président. Le tweet est une réponse au compte Twitter d'Emmanuel Macron et son ton est familier et ironique, avec l'utilisation d'une question rhétorique et l'expression « pour rappel ». Greenpeace n'utilise pas encore comme arme pour sa campagne ce qu'à pu dire Emmanuel Macron, mais elle vise la Stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI). Un outil politique et juridique pour lutter contre la déforestation importée dont Greenpeace défend qu'il s'agit d'un « document pétri de bonnes intentions... Qui sont restées lettre morte. »⁵²

C'est le 3 août que Greenpeace critique pour la première fois la communication d'Emmanuel Macron. L'association écrit : « Qu'attend @EmmanuelMacron pour s'emparer du sujet ? Un nouveau G7 à Biarritz ? Il faut interdire toutes nos importations qui contribuent à la déforestation, en Amazonie comme ailleurs. Il y a ur-

⁵² <https://www.greenpeace.fr/petition-deforestation/>.

gence. » Au cours de cette campagne Greenpeace se moque du président de la République pour manifester son indignation face aux promesses données un an auparavant. Elle dénonce cette communication considérée comme menteuse et trompeuse. Le même jour, surfant sur la viralité d'un compte Instagram⁵³ et son « la question est vite répondue » Greenpeace écrit visible en annexe 10.C :

Tu préfères agir concrètement pour protéger l'Amazonie ou jouer du pipeau tout en continuant à importer des millions de tonnes de matières premières sans savoir si leur production a détruit des écosystèmes ? Pour @EmmanueMacron, la question est vite répondue #SNDI.

L'utilisation de l'ironie traduit l'exaspération de l'association écologiste face à la destruction de notre environnement et l'inaction des puissances étatiques. Ceci est d'autant plus vrai qu'Emmanuel Macron avait promis de protéger la forêt amazonienne, s'en est fait le porte-parole et un an plus tard qu'aucune action concrète n'a vu le jour selon Greenpeace. La communication sur le sujet a quant à elle complètement disparue. La médiatisation de la destruction de l'Amazonie qui avait eu un réel impact sur la conscience collective grâce à Emmanuel Macron en partie n'existe plus.

Le 20 et le 24 août (annexe 10.D et .E) Greenpeace s'appuie cette fois-ci sur les propos d'Emmanuel Macron étudiés plus haut. Elle reprend l'allocution avant le sommet du G7 ainsi que « l'écocide » dénoncé sur *Konbini* et la « part de complicité » avouée sur *France 2* par M. Macron. Elle termine ses deux tweets par « Que s'est-il passé depuis ? » et « Depuis ? Rien. La France est toujours #complice de l'écocide ».

Ces deux tweets et toute la campagne sont un exemple de la « radicalité »⁵⁴, définie comme une des caractéristiques de l'association Greenpeace par Eric Dacheux. « Greenpeace est souvent l'ONG la plus extrémiste, la plus radicale

⁵³ <https://www.instagram.com/jp.fn/>.

⁵⁴ Dacheux E. (1997), Greenpeace entre médias, espace public et marché, quelle logique communicationnelle?, *Hermès 21*, pp. 191-200.

dans ses propositions, »⁵⁵ écrit-il. L'association est moins dans le « dialogue »⁵⁶ comme le note Mathilde Lebourgeois, que dans la « contestation ». Cette contestation voire cette sidération voulue contre l'inaction politique et médiatique d'Emmanuel Macron se traduit également dans le visuel présenté pour la première fois le 27 août (annexe 10.B). Le montage montre Emmanuel Macron en noir et blanc avec un contraste accentué devant la forêt en feu. L'illustration est accompagné du mot « complice » et d'un point d'exclamation. Ce visuel était présent sur les réseaux sociaux fin août et début du mois de septembre. Il est interpellant grâce à ses couleurs contrastées et ce mot « complice ! » qui a été lui même prononcé par le président. La transparence, qualité particulièrement mise en avant chez Emmanuel Macron depuis le début de son quinquennat⁵⁷, sur la complicité de la France et de l'Europe sur la déforestation ne pouvait que se retourner contre le président, qui fin 2020 ne peut justifier d'une action forte pour limiter la déforestation en Amazonie. Greenpeace peut donc aisément s'appuyer sur le discours macronien pour sensibiliser le grand public du manque d'ambition écologique du président.

Comme nous l'avons vu, les groupes locaux militants de Greenpeace ont organisé le 27 août une action sur tout le territoire français métropolitain contre la politique d'Emmanuel Macron et son « inaction coupable ». Cette mobilisation fait partie des actions directes de Greenpeace et qui

Explique l'impact de l'organisation. A côté des actions d'informations et de lobbying, Greenpeace est, depuis l'origine, présente sur le terrain. Cette action directe peut être symbolique (étendre une banderole représentant

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ Lebourgeois M. (2010). Les stratégies de communication des ONG environnementales : le cas de Greenpeace et de WWF. (Mémoire de maîtrise). Répéré à http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2010/lebourgeois_m/pdf/lebourgeois_m.pdf.

⁵⁷ https://www.francetvinfo.fr/politique/emmanuel-macron/gouvernement-macron-une-exigence-de-transparence_2195027.html.

une tête de mort sur une centrale nucléaire), mais elle est souvent concrète et d'une réelle efficacité.⁵⁸

Sur les banderoles en jaune (voir page 62) est inscrit « Amazonie en feu. Macron toujours complice » et le « toujours » est surligné en rouge. Ce slogan reprend le fond de la campagne, qui rappelle qu'Emmanuel Macron a avoué que la France est complice de la déforestation. Mais malgré les promesses d'action et la communication fortement engageante du président, peu de résultats peuvent être présentés à l'été 2020.

Ainsi ce n'est pas la France qui est ciblée par la campagne de Greenpeace, c'est bien Emmanuel Macron. Greenpeace en fait l'unique responsable et complice à cause de sa propre communication et de l'image qu'il a voulu donné à l'international. Pour Eric Dacheux, ces visuels forts et ces textes militants à destination du grand public « tentent de provoquer un choc émotif qui, à l'instar de l'électrochoc, sont censés réveiller les consciences. »⁵⁹ C'est bien ce que fait Greenpeace dans cette action, choquer en personnalisant le responsable de la déforestation pour mieux interpeller.

Enfin, la dernière phase de la campagne qui se termine par le blocage de l'Élysée « contribue à établir un mythe Greenpeace » où les activistes sont « des chevaliers modernes protégeant la virginité de Dame Nature, contre les assauts outrageants des vils seigneurs de l'industrie »⁶⁰. Les messages sont les mêmes que ceux affichés par la groupe locaux mais l'action est plus extraordinaire grâce au camion de pompier, qui symbolise la fin de la propagation des flammes et donne à Greenpeace l'image du pompier qui stoppe les feux, et grâce au lieu, celui des portes de l'Élysée. Cette action a toujours pour but de personnaliser le complice de la déforestation en ce positionnant sur le lieu du pouvoir du président.

⁵⁸ Dacheux E. (1997), Greenpeace entre médias, espace public et marché, quelle logique communicationnelle?, *Hermès 21*, pp. 191-200.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ *Ibid.*

Greenpeace s'appuie donc sur les mots et les discours du président français pour alerter sur les feux de forêt toujours en cours en Amazonie et partout dans le monde. Il s'agit également de dénoncer une inaction généralisée en matière de questions environnementales.

Conclusion

Au terme de nos recherches menées dans le cadre de notre Master professionnel, il nous semble que l'une des premières motivations pour un gouvernement européen tel que le nôtre, devrait être, au-delà de l'aspect strictement communicationnel, de protéger un lieu vivant tel que l'Amazonie pour des raisons de survie de l'Humanité. Si la forêt amazonienne constitue un écosystème nécessaire, puisqu'il stocke une partie du carbone émis par nos sociétés, de fait, l'argument qui soutient la préservation de la forêt pour le bien des Hommes donne un écho aux arguments autochtones de protection de leur forêt. Tout comme les peuples autochtones, il semble évident que les sociétés contemporaines doivent s'impliquer dans la préservation de l'Amazonie. A ce sujet, Michel Prieur, président du Centre international de droit comparé à l'environnement, souligne, à la suite des événements de 2019, que l'Amazonie « est partagée entre neuf états, dont la France »⁶¹. Cela implique de comprendre que le positionnement du Président de la République française, quel qu'il puisse être, n'est pas majoritairement décisionnaire vis à vis des préoccupations environnementales liées aux incendies en Amazonie.

Notre première hypothèse a donc considéré le fait qu'Emmanuel Macron communique et s'impose sur le sujet de la forêt amazonienne car il est le seul président européen présent et juridiquement directement impliqué en Amazonie. En effet, nous avons d'abord pu observer qu'à de nombreuses reprises, le chef de l'Etat recourt dans ses discours à la présence de la Guyane en Amazonie pour justifier sa légitimité à s'exprimer sur la question des feux de forêt. Cependant, l'argument déployé par le président français n'a pas suffi au président du Brésil, qui a vu dans les propos de son homologue des relents d'ingérence colonialiste. Toutefois, l'argument d'Emmanuel Macron est valable et

⁶¹ Prieur M. (2019). Que faut-il faire pour l'Amazonie ?, *Lavoisier, Revue juridique de l'environnement* 2019/4 volume 44, pp. 665-669.

lui permet a priori de légitimer une prise de position, bien qu'elle fasse craindre au Président brésilien que d'autres chefs européens soient à leur tour tentés de s'imposer sur la question de la préservation de l'Amazonie. Sur un plan bilatéral, Michel Prieur rappelle à ce sujet que « dans la mesure où la France possède en Guyane une petite partie de l'Amazonie, les relations franco-brésiliennes [ont permis] des actions conjointes »⁶². Cela est illustré, par exemple, par « l'accord signé par les présidents Chirac et Lula le 15 juillet 2005 relatif à la construction du pont sur l'Oyapock à la frontière franco-brésilienne » et inauguré en 2017⁶³. Par ailleurs, cet accord sous-entend la mise en place de possibles négociations au travers des « rencontres régulières » dans le cadre de la « commission mixte transfrontalière », souligne Prieur, « concernant le sort de la forêt partagée »⁶⁴. De fait, Emmanuel Macron s'inscrit en 2019 dans la lignée instaurée par ses prédécesseurs et appuie sa communication sur les engagements mis en place par le passé.

Notre seconde hypothèse prend donc en considération l'idée selon laquelle Emmanuel Macron s'appuie sur l'exemple de la gestion de la forêt guyanaise qu'il compare à celle des pays dont la forêt brûle, afin d'appuyer sa légitimité à s'exprimer sur l'Amazonie. Notre étude a toutefois constaté que globalement, Emmanuel Macron n'utilise que très peu la comparaison avec la Guyane contrairement aux élus locaux qui ont usé de cet argument pour prouver l'efficacité de leurs actions politiques. Même si le président français a mis fin quelques mois auparavant au projet de la Montagne d'or, il n'affirme pas que la situation est meilleure en Guyane en matière de protection de la forêt. Emmanuel Macron a conscience du risque du recours à une telle comparaison, et il semble vouloir écarter la possibilité d'être accusé de nourrir une vision colonialiste vis-à-vis des autres Etats tel que le Brésil. Le risque étant peut-être

⁶² *Ibid.*, p. 667.

⁶³ *Ibid.*

⁶⁴ *Ibid.*

également de devoir se justifier, entre autres, de la mauvaise santé économique et écologique de la Guyane.

Notre troisième hypothèse analyse l'idée suivant laquelle Emmanuel Macron internationalise le débat sur la protection de la forêt amazonienne de part sa place sur la scène internationale et ses propos sur une possible internationalisation de l'Amazonie. En effet, il est exact que de part la place de la France sur la scène internationale, affirmer que la forêt est un bien commun de l'humanité ne peut qu'avoir un retentissement international. Même si selon le président de la République française la question de l'internationalisation de l'Amazonie fait du chemin. D'un côté, nous avons pu constater que certains auteurs, comme François-Michel Le Tourneau, sont très critiques et ne valident pas cette proposition d'un appel à l'internationalisation, tant d'un point de vue juridique que politique. Pour Le Tourneau, « les différentes prises de positions de leaders internationaux [...] et de travaux plus ou moins officiels d'organisations internationales » nourrissent « une sorte de mythologie » au Brésil selon laquelle « les étrangers » Européens ou Américains, « souhaiteraient voler l'Amazonie pour en exploiter les richesses à leur profit »⁶⁵. De fait, malgré la situation d'urgence qui s'est présentée en 2019, cet appel à l'internationalisation de l'Amazonie « destiné à frapper les esprits » apparaît comme un argumentaire contre productif car il nourrit, selon Le Tourneau, un « imaginaire de l'ingérence » dans l'opinion publique brésilienne qu'il faut combattre. Pour Le Tourneau, puisque le Brésil est une puissance exportatrice « qui n'a aucun intérêt à ce que son commerce extérieur soit menacé », il apparaît opportun de recourir à d'autres moyens de pression, telles que des « clauses environnementales dans les accords entre l'Union européenne et le Mercosur », ou plus généralement, « utiliser la carte commerciale pour obtenir des avancées sur le plan de

⁶⁵ Le Tourneau F-M. (29 septembre 2020). Internationaliser l'Amazonie, une fausse solution , Le Devoir [en ligne]. Repéré à : <https://www.ledevoir.com/opinion/idees/586812/internationaliser-l-amazone-une-fausse-solution>

l'environnement »⁶⁶. En effet, nous pensons que les Etats européens pourraient, par exemple, refuser d'importer le soja qui provient du Brésil si les conditions environnementales ne sont pas respectées. Il s'agit d'admettre, souligne Le Tourneau, que si les forestiers pillent les forêts protégées, il le font pour assurer leur subsistance [et] répondre à la demande des marchés internationaux »⁶⁷. Il s'agirait donc de reconsidérer la problématique de la déforestation en Amazonie, par exemple, dans un contexte plus large au niveau mondial : les pays occidentaux se situent au bout de la chaîne mais ils ont un rôle à jouer qui est celui de « commencer à la transformer de leur côté, en adoptant des approches qui tiennent compte du coût environnemental des biens et des services consommés et en s'astreignant [...] à des normes strictes »⁶⁸.

Notre quatrième hypothèse a analysé combien la communication d'Emmanuel Macron sur la forêt amazonienne est liée à une communication sur la lutte contre le changement climatique car ce dernier est un argument qui justifie la protection de l'Amazonie à des fins de survie de l'Humanité et de notre système économique. En effet, il est exact qu'Emmanuel Macron s'est indigné de la déforestation pour montrer qu'il était préoccupé par les questions environnementales et son argument principal, à des fins de préservation de l'Amazonie, a été de dire que la forêt est un puits de carbone. Dans toute sa communication, la lutte contre les incendies était liée à la lutte contre le changement climatique. Il faut comprendre que le discours d'Emmanuel Macron en 2019 s'inscrit dans un concept récent d'une « communication-monde » que Nicole D'Almeida approfondit en soulignant à la fois « les paradoxes et les défis »⁶⁹. Le gouvernement mis en place par Emmanuel Macron depuis mai 2017

⁶⁶ *Ibid.*

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ D'Almeida, N. (2018). Conclusion à Solange Tremblay, Nicole D'Almeida et Thierry Li-baert, *Développement durable. Une communication qui se démarque*, Québec, Presses universitaires du Québec, 346 p.

s'efforce par le biais de son Ministère d'Etat de dynamiser une « transition écologique et solidaire »⁷⁰. D'une manière générale, le caractère transitoire de cette démarche politique suggère les tensions présentes entre les différents antagonistes, dont le cas de la politique à mener sur la forêt en Amazonie présente un exemple éclairant les enjeux actuels d'un « nécessaire travail multiforme de médiation » à poursuivre afin de trouver des consensus dans les mois et les années à venir⁷¹. En effet, la question amazonienne tresse différentes problématiques sociétales et environnementales, qu'il s'agit de prendre en compte. Nicole D'Almeida rappelle par exemple combien le contrat social pour un développement durable constitue un véritable défi puisqu'il engage à « préserver, protéger les diversités culturelles comme naturelles ». Nous avons souligné combien la communication d'Emmanuel Macron sur le cas de l'Amazonie se démarque des ONG ou des associations comme Greenpeace. Les associations telles que Greenpeace, qui alarment sur la déforestation depuis des années, ont ainsi pris pour cible, par exemple, le discours du président français afin de démontrer ce qu'elles considèrent comme de l'inaction ou du « pipeau » en matière d'importation de soja provenant du Brésil et donc de déforestation en Amazonie. L'activité et la campagne de Greenpeace étudiée dans ce mémoire à la défaveur des positions d'Emmanuel Macron souligne la volonté délibérée de caractériser un opportunisme politique du président de la République française, qui profiterait de la vague verte portée par la jeunesse. Cependant, de telles conclusions s'avèrent trop radicales, car elles ne prennent pas en considération la difficulté de la mise en place de nouveaux comportements — de part et d'autres de la chaîne environnementale — qui permettraient de parvenir à des négociations et à un consensus international. Ce que souligne François-Michel Le Tourneau. Ainsi, suivant un « principe espérance » mis en lumière par Nicole d'Almeida, nous comprenons au terme de notre étude que la visée environnementale du cas de l'Amazonie, « ouvre un sillon qui n'est ni simple ni rectiligne » qui se situe au centre « des enjeux et des débats ». Nous avons tenté

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *Ibid.*

de souligner que le souci de préservation des équilibres environnementaux et sociaux active des forces idéologiques contraires et complexes qui nécessitent encore de nombreux recadrages de la part des acteurs globaux comme locaux.

Nous pouvons actuellement regretter que la communication intensive d'Emmanuel Macron en 2019 sur la forêt amazonienne n'ait que très peu perduré, depuis, dans l'agenda politique. Il nous faut cependant considérer la complexité du débat et espérer que les questions environnementales resurgiront prochainement en s'efforçant de mettre en place une « communication-monde » dans laquelle les divers acteurs, les « pouvoirs publics locaux et nationaux, les entreprises, les associations, les ONG et les états membres concernés, pourront concourir à faire avancer l'action politique sur la forêt amazonienne. Pour Emmanuel Macron, comme il a eu l'habitude de le dire lorsque le débat contre le projet Montagne d'or était d'actualité, la protection de la forêt ne doit pas signifier la « mise sous cloche » de l'Amazonie. Sa communication appelle à la « bonne gouvernance », « aux bonnes activités » pour développer ce territoire, ce « bien commun de l'humanité ». Nous souhaitons rappeler à cet égard, que la forêt amazonienne ne doit pas être vue comme un lieu dénué de toutes interventions humaines, qui n'a jamais été un lieu de « développement » au sens nourricier et économique du terme. Depuis plus de 8000 ans, les hommes et les femmes habitent cette forêt et la transforment. L'Amazonie est en effet un anthropo-écosystème. Et la question qui se pose également aujourd'hui serait : « où est-ce que l'homme n'a pas brûlé l'Amazonie ? »⁷².

⁷² Odonne G. (2019). *A qui appartient l'Amazonie ?* Vidéo repérée à : <https://vimeo.com/383026415>.

Bibliographie

Ouvrages et revues scientifiques

Albert B, Le Tourneau F-M. (2005). Homoxi : ruée vers l'or chez les Indiens du yanomami du haut rio Mucajai. *Autrepart* revue n°34 coéd. Autrepart-Institut de recherche pour le développement

Andrade M. (2019, 3 septembre). Les feux de forêt en Amazonie révèlent le caractère frauduleux du capitalisme vert. *Investig'Action*. Repéré à <https://www.investigaction.net/fr/les-feux-de-foret-en-amazonie-revelent-le-caractere-frauduleux-du-capitalisme-vert/>

Cabanes V. (2016). *Un nouveau droit pour la Terre*. Paris : Seuil

Carfantan J-Y. (2019). Derrière la tragédie amazonienne. *Comprendre les enjeux stratégiques*. [Billet de blogue] Repéré à <https://notes-geopolitiques.com/derriere-la-tragedie-amazonienne/>

Chave J. (2020). La canopée amazonienne est elle encore un puits de Carbone ?. *Boukan*. Repéré à : <https://www.une-saison-en-guyane.com/article/dossier-rechauffement-climatique/la-canopee-amazonienne-est-elle-encore-un-puits-de-carbone%e2%80%89/>

Dagicour, O. (2020). Géopolitique de l'Amazonie. *Politique étrangère*, printemps(1), 135-146. doi:10.3917/pe.201.0135

Dacheux E. (1997), « Greenpeace entre médias, espace public et marché, quelle logique communicationnelle? », *Hermès* 21

Djamshidi, A. (2019, 23 septembre). Au sommet de l'ONU, Macron se bat pour l'Amazonie. *Le Parisien*. Repéré à <https://www.leparisien.fr/politique/au-sommet-de-l-onu-macron-se-bat-pour-l-amazonie-23-09-2019-8158236.php>

D'Almeida, N. (2018). Conclusion à Solange Tremblay, Nicole D'Almeida et Thierry Libaert, *Développement durable. Une communication qui se démarque*, Québec, Presses universitaires du Québec

Flipo F. (2009). La deep ecology, un intégrisme menaçant ou un libéralisme non-moderne ? Lecture de Ecologie, communauté et style de vie d'Arne Naess. *Sens public*, 2010/08. Repéré à http://www.sens-public.org/article.php3?id_article=761

Grenand P. et Grenand F. (1996). "Il ne faut pas trop en faire" : connaissance du vivant et gestion de l'environnement chez les Wayapi (Amérindiens de Guyane). *Cahiers des Sciences Humaines*, 32 (1)

La Relève et la Peste. (2019). *Vivant*. Bordeaux : La Relève et la Peste

Latouche, Serge, 2006, *Le Pari de la décroissance*, Paris, Fayard.

Le Tourneau F-M. (2020). Internationaliser l'Amazonie, une fausse solution. *Relations*. Numéro 810, Septembre–Octobre 2020

Lebourgeois M. (2010). Les stratégies de communication des ONG environnementales : le cas de Greenpeace et de WWF. (Mémoire de maîtrise). Repéré à http://doc.sciencespo-lyon.fr/Ressources/Documents/Etudiants/Memoires/Cyberdocs/MFE2010/lebourgeois_m/pdf/lebourgeois_m.pdf

Lespinasse L. (2019, 16 août). La Norvège refuse 30 millions d'euros au Fonds de préservation de la forêt amazonienne. *Libération*. Repéré à https://www.liberation.fr/planete/2019/08/16/la-norvege-refuse-30-millions-d-euros-au-fonds-de-preservation-de-la-foret-amazonienne_1745647

Macdonald K. (2016). *The geopolitic of gold in northern Amazonia, the extractive industries and society*, éd. Elsevier

May A. (2007). *L'or de la honte*. Paris. Broché

Meyerfeld M., Semo M. (2019, 24 août). Les incendies en Amazonie provoquent une crise diplomatique entre la France et le Brésil. *Le Monde*. Repéré à https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/24/les-incendies-en-amazonie-provoquent-une-crise-diplomatique-entre-la-france-et-le-bresil_5502423_3210.html

Mitterrand F. (1992, 13 juin). *Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la mobilisation planétaire en faveur de l'environnement et du développement et sa contribution à l'émergence d'un "nouvel ordre international" fondé sur la solidarité*. Rio

Noé J-B. (2019). Géopolitique de l'Amazonie. Repéré à <https://www.revueconflicts.com/amazonie-bresil-ecologie-indigenes/>

Pinheiro do Nascimento, E., de Jesus Pinto Fraxe, T. & Witkoski, A. (2014). Le débat sur l'Amazonie au Brésil. Prospective et aléas. *Communications*, 95(2), 157-178. doi:10.3917/commu.095.0157.

Prieur M. (2019). Que faut-il faire pour l'Amazonie ?, *Lavoisier, Revue juridique de l'environnement* 2019/4 volume 44, pp. 665-669.

Sachs. (2008). *Caminhos para o desenvolvimento sustentável*, Rio de Janeiro, Garamond, 3e éd. – 2008b, *Amazônia : Laboratório das biocivilizações do futuro* ; disponible sur : <http://www.diplomatique.org.br/acervo.php?id=2793>

Tourev P. Repéré à : <http://www.toupie.org/Dictionnaire/Gouvernance.htm>

Trépant I. (2017). Biodiversité, quand les politiques européennes menacent le Vivant. (Yves Michel). Paris. Editions Yves Michel

Zin J. (2017) La politique et le vivant [Billet de blogue]. Repéré à <https://jeanzin.fr/2017/01/10/la-politique-et-le-vivant/>

Revue

Revue Z. (2018). Guyane trésors et conquêtes (n°12). Marseille : Agone

Médias en ligne

Berrod N, de Livonnière S et Alexandre V. (2019, 26 août). *Amazonie : la France est-elle bien placée pour faire la leçon au Brésil ?*. Le Parisien. Repéré à : <https://www.leparisien.fr/environnement/amazonie-la-france-est-elle-bien-placée-pour-faire-la-leçon-au-brésil-26-08-2019-8139561.php>

Briswalter M. (2019, 3 septembre). Non, la Guyane n'a pas été préservée. Média-part. Repéré à <https://www.mediapart.fr/journal/france/290819/non-la-guyane-n-pas-ete-preservée>

Courrier International. (2019, 28 août). Vu du Brésil.Face à Bolsonaro, Macron utilise l'Amazonie pour redorer son blason. Repéré à : <https://www.courrierinternational.com/article/vu-du-brésil-face-bolsonaro-macron-utilise-lamazonie-pour-redorer-son-blason>

France Info. (2019, 27 août). On vous résume la passe d'armes entre Emmanuel Macron et Jair Bolsonaro sur l'Amazonie. France Info. Repéré à : <https://www.->

francetvinfo.fr/monde/ameriques/amazonie/on-vous-resume-la-passe-d-armes-entre-emmanuel-macron-et-jair-bolsonaro-sur-l-amazonie_3587637.html

Ferrarini H. (2018, 28 mars). Le ton monte entre Rodolphe Alexandre et les organisations autochtones. Guyaweb. Repéré à : <https://www.guyaweb.com/actualites/monte-entre-rodolphe-alexandre-organisations-autochtones/>

Gomez F-X. (2019, 30 octobre). Jair Bolsonaro au pouvoir, l'Amazonie au désespoir. Libération. https://www.liberation.fr/planete/2018/10/30/jair-bolsonaro-au-pouvoir-l-amazonie-au-desespoir_1688959

Herreros R. (2019, 23 septembre). Macron profite de l'absence de Bolsonaro pour être le "Monsieur Amazonie" de l'ONU. Huffington Post. Repéré à : https://www.huffingtonpost.fr/entry/macron-profite-de-labsence-de-bolsonaro-pour-etre-le-monsieur-amazonie-de-lonu_fr_5d84be99e4b0957256b54be3

Poujade O. (2020, 21 septembre). Amazonie : l'urgence n'est plus d'actualité. France Culture. Repéré à : <https://www.franceculture.fr/environnement/amazonie-lurgence-nest-plus-dactualite?fbclid=IwAR0oytkE7JPNAgsgyqGn5DZSdE5zunMmT1pJ6POogtdbb0pTnNSNV6PVIJK>

Taouchanov L. (2020, 16 août). Un été record pour les incendies en Amazonie. Europe 1. Repéré à : <https://www.europe1.fr/international/un-ete-record-pour-les-incendies-en-amazonie-3986027>

Rapports et études

Le Parc amazonien de Guyane. Un parc national de caractère. Repéré à : <http://www.parc-amazonien-guyane.fr/fr/le-parc-amazonien-de-guyane/un-parc-national-de-caractere>

WWF. Guyane. Repéré à : <https://www.wwf.fr/espaces-prioritaires/guyane>

WWF. Nouvelle chance de stopper la Montagne d'or. Repéré à : <https://www.wwf.fr/sengager-ensemble/relayer-campagnes/concessions-montagne-dor>

Vidéos

Elysée. (2019, 26 août). G7 Biarritz : Conférence de presse conjointe consacrée au climat, à la biodiversité et aux océans. Repérée à : <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2019/08/26/g7-biarritz-conference-de-presse-conjointe-consacree-au-climat-a-la-biodiversite-et-aux-occeans>

Elysée. (2019, 27 août). À l'issue du G7 Biarritz, réponses aux questions que vous vous posez. Repéré à : <https://www.youtube.com/watch?v=jKDUHrJulX4>

Guyane la Première. (2018, 11 avril). [#projetmontagned'or](#): Rodolphe Alexandre soutient la filière aurifère en Guyane. Repéré à : https://www.youtube.com/watch?v=a_AIC2_S_Lo

Le Point. (2019, 24 août). L'allocution d'Emmanuel Macron avant le G7 à Biarritz. Repéré à : <https://www.dailymotion.com/video/x7hdesu>

Les annexes ont été retirées de la version diffusée en ligne.